

JUIN-JUILLET 1935

Mensuel N° 9

LE N° 1 FR.

du Défaitisme Révolutionnaire
au Communisme Tricolore...

SPARTACUS

Béton..... Sécurité..... Béton.....

Michel COLLINET :

**Contre la Guerre
et l'Union sacrée !**

En BELGIQUE :

Le Plan au Pouvoir !

A. PATRI

**Le congrès
de Mulhouse**

Jacques PERDU :

Les Grands Travaux

Henri Poulaille: Disques Nouveaux

Louis Chavance: Crime et Châtiment
Autour d'une Mère

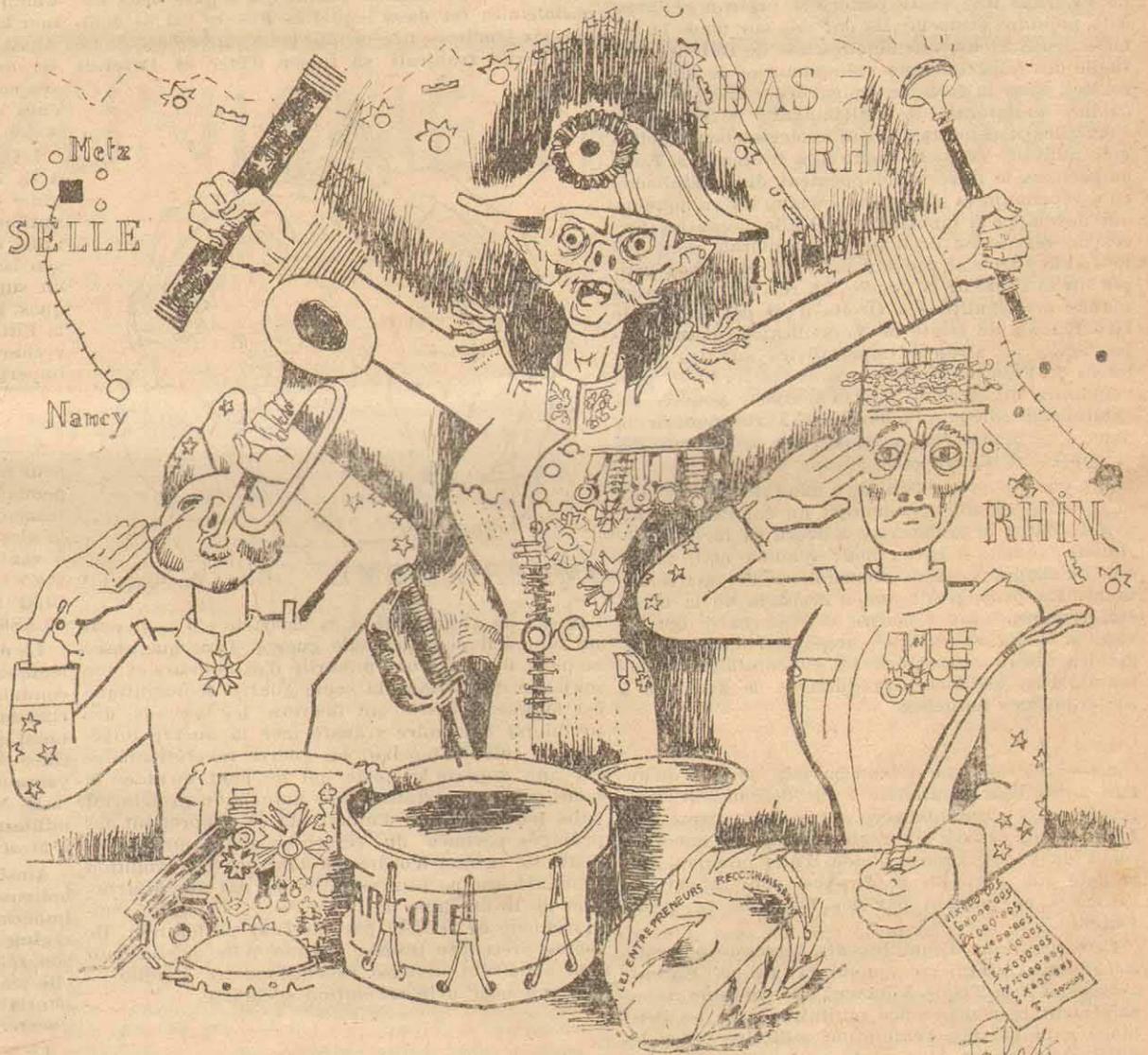
Ludovic Massé: Passage de la Ligne

J. Pomet: Ludwig Lewishon

Illustrations de Falck, André Pierre,

Gisèle Delsinne, Marco, Camuro,

Crt, G. Grosz.



Aux Armes!... Il passe encore du vent d'est entre les forts...

A. PATRI

LENINE ET L'ECONOMIE MIXTE

Marcel OLLIVIER :

ROSA LUXEMBOURG CONTRE LENINE

Après la déclaration de Staline

CONTRE LA GUERRE ET L'UNION SACRÉE

I. — Une nouvelle guerre impérialiste menace l'Europe et le monde. Elle trouve sa cause dans les antagonismes qui opposent les puissances capitalistes et particulièrement dans la situation économique et politique créée en Europe par les traités de 1919 (Versailles, Sèvres, Trianon, Saint-Germain, etc.). Ceux-ci ont consacré l'hégémonie de la France sur une poussière de petits Etats; ils ont « balkanisé » l'Europe centrale, multipliant les frontières, créant des souverainetés artificielles, entravant l'expansion de la production capitaliste. Mutilant des nationalités sous prétexte de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », ils ont créé partout de nouvelles « Alsace-Lorraine » qui font de l'Europe une vaste poudrière prête à exploser à la moindre étincelle. Ils ont mis sur pieds la Société des Nations, véritable Société de Défense mutuelle des impérialismes vainqueurs et de leurs satellites. Sous la formule monstrueuse de la responsabilité unilatérale de l'Allemagne, le Traité de Versailles a sanctionné son asservissement politique, militaire et économique aux vainqueurs. En y empêchant le libre développement du capitalisme, en y réprimant la révolution sociale, les vainqueurs ont développé à l'intérieur de l'Allemagne les forces de régression économique et morale dont aujourd'hui Hitler se prévaut pour entraîner son peuple sur la route de la guerre. La revendication allemande de l'égalité des Droits n'est pas le fait de Hitler, mais du traité de Versailles; et quand Hitler agite ses projets impérialistes sur les territoires de l'Est, il n'exprime sous les formules provocantes du racisme que la nouvelle poussée du capitalisme allemand cherchant à reconquérir la place que devrait lui conférer son prodigieux développement industriel.

Il n'y a pas aujourd'hui de « capitalisme spécial » en Allemagne; mais seulement un capitalisme qui, ayant abattu le prolétariat, a accru sa force impérialiste laquelle a Hitler pour symbole et le national-socialisme comme instrument de gouvernement. En propageant une « croisade de la civilisation européenne » contre la « barbarie bolchéviste », Hitler ne fait que cacher sous cette idéologie les désirs expansionnistes du capitalisme allemand, dont les forces productives se heurtent à ses frontières actuelles.

2. — La France ne défend pas plus la paix qu'aucun autre Etat capitaliste : elle défend son hégémonie européenne menacée par le capitalisme allemand. Dans ce but, elle réalise un nouvel encerclement de l'Allemagne à l'aide d'une chaîne impérialiste qui part de la France pour aboutir à l'U.R.S.S. en passant par les Etats de la Petite Entente.

Cette politique d'équilibre des forces s'apparente à celle d'avant-guerre, quand la Triple Entente s'opposait à la Triple Alliance; elle entraîne nécessairement la concurrence militaire entre les deux blocs antagonistes, l'émulation militaire entre les alliés d'un même bloc et le surarmement simultané de tous les pays. Elle s'accompagne nécessairement d'un renforcement des méthodes dictatoriales de gouvernement. Elle développe partout dans les foules angoissées, à l'aide d'une propagande habile, la psychose chauvine.

Le principal argument des bellicistes français de tous les partis est le réarmement de l'Allemagne et sa violation des clauses signées à Versailles. Les bellicistes n'oublient qu'un tout petit fait : c'est la France la première qui a violé son propre traité, en refusant de désarmer après que la Commission de contrôle eût constaté celui de l'Allemagne (Déclaration de Foch, janvier 27).

Tel l'apprenti sorcier, la France n'a pas peu contribué à créer le danger hitlérien sur lequel elle spéculait aujourd'hui pour entraîner le peuple dans une politique militariste.

Si la politique d'encerclement franco-soviétique conduit en France au développement de la psychose chauvine et au renforcement du militarisme, elle n'en aboutit pas moins à consolider la position intérieure de Hitler qui se présente comme le défenseur du peuple allemand opprimé et menacé.

3. — La guerre menée par notre bourgeoisie suppose la destruction de la démocratie et l'établissement d'un régime militaire analogue au régime hitlérien contre lequel la bourgeoisie voudrait dresser le peuple. Il ne peut y avoir de « guerre démocratique » dans le conflit qui sépare deux impérialismes (et dans lequel la France est — comme par ironie — liée au fascisme mussolinien). Le prolétariat trahirait sa raison d'être et livrerait

deux politiques.

Que s'est-il donc passé ?

Entre temps, le prolétariat européen, les peuples coloniaux ont subi défaites sur défaites, causées ou aggravées par une chaîne d'erreurs politiques de la part de l'Internationale communiste (social-fascisme, tactique « classe contre classe », libération nationale du peuple, etc.). La sujétion des sections de l'I. C. aux intérêts immédiats ou aux querelles intérieures du gouvernement soviétique ont achevé la dispersion des forces révolutionnaires dans tous les pays, renforçant ainsi la domination politique de la bourgeoisie. La politique des Partis Communistes les a rendus incapables de transformer la crise capitaliste en révolution prolétarienne. Aussi la crise n'a fait que désagréger et doméraliser le prolétariat et en Europe centrale a poussé ses couches les plus désespérées ainsi que les couches moyennes ruinées par la crise, vers la démagogie fasciste.

L'U.R.S.S. s'est repliée sur elle-même, substituant à la démocratie révolutionnaire d'octobre un régime de plus en plus bureaucratique, exaltant le nationalisme russe et la divinité du chef. C'est ainsi qu'après avoir considéré comme un bienfait son isolement au milieu du monde capitaliste, elle en supporte aujourd'hui les conséquences tragiques. Incapable de trouver son véritable appui dans la lutte révolutionnaire du prolétariat, elle doit le rechercher dans les alliances militaires avec des impérialistes.

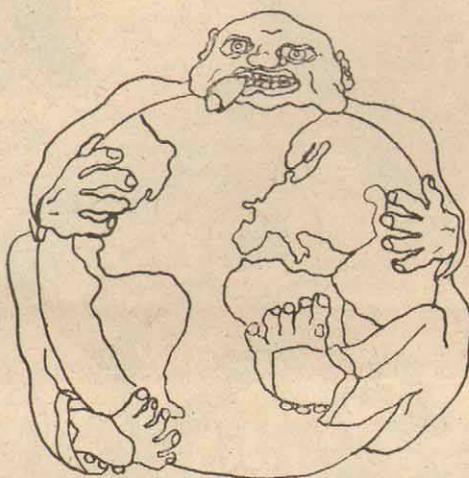
5. — Bien que l'U.R.S.S., de par sa structure, ne peut prétendre à des buts impérialistes, elle est cependant conduite, en s'intégrant à l'impérialisme français, à subir le destin de ce dernier, à vouloir la victoire de cet impérialisme, et par conséquent, à vouloir les moyens de cette victoire : SURARMEMENT, MILITARISATION DE L'ETAT, PSYCHOSE CHAUVINE et COLLABORATION DE CLASSE.

La déclaration de Staline n'est ainsi que le terme logique d'une évolution de quelques années qui a conduit peu à peu l'U.R.S.S. dans l'ornière de l'impérialisme : proposition de Litvinov sur le désarmement partiel (1930), définition de l'agresseur destinée à justifier les intérêts de la France et des vainqueurs de Versailles (1933), entrée dans la S. D. N. pour y défendre les Traités, enfin le pacte militaire franco-soviétique et la réception de Laval à Moscou.

Ainsi l'U. R. S. S., croyant défendre une paix boiteuse abandonne le prolétariat français à son impérialisme et ligote le prolétariat allemand au régime hitlérien. Non seulement, elle renonce à son rôle de guide de la révolution socialiste, mais elle trahit les intérêts les plus élémentaires du prolétariat et brise sa lutte contre les préparatifs de guerre.

La France, en provoquant cette déclaration, peut se réjouir : elle a acquis un allié militaire puissant en l'Etat soviétique, et elle pense se garder de toute menace révolutionnaire en utilisant le prestige révolutionnaire de l'U.R.S.S. en faveur de l'Union sacrée.

6. — Si le pacte franco-soviétique peut momentanément faire reculer la guerre, par le jeu de l'équilibre des forces, il ne résout aucune des contradictions où se débat l'Europe; accélérant le réarmement universel, il rend la guerre de plus en plus inévitable et consolide partout les fascismes ou les militarismes. Le pacte ne peut donc être considéré, quelle que puisse être la volonté pacifiste de l'U.R.S.S. que comme un instrument de guerre, à l'instar de toutes les alliances militaires entre les impérialismes.



IMPÉRIALISME (Dessin de MARCO)

l'avenir de l'humanité à la barbarie s'il soutenait un tant soit peu une telle guerre. Tant que, dans ce pays, il y aura une minorité d'exploiteurs et une majorité d'opprimés, la seule guerre démocratique est la guerre civile qui libérera les seconds des premiers. Prétendre transformer la guerre impérialiste (dite défensive) en guerre révolutionnaire est une duperie utopiste qui ne peut qu'aider la bourgeoisie et certains chefs actuels du prolétariat dans leur politique d'union sacrée. Reprenant les préjugés périmés du réformisme les propagandistes de ce mot d'ordre oublient que la révolution prolétarienne ne peut se faire que par une destruction de la machine de l'Etat bourgeois et le remplacement de celui-ci par un Etat prolétarien. De même prétendre utiliser l'armée telle qu'elle pour une soi-disant défense révolutionnaire signifie en fait renoncer à la révolution socialiste.

4. — A l'époque de Lénine, le but essentiel de l'U.R.S.S. était la révolution mondiale; ses seuls alliés étaient les prolétaires et les opprimés du monde. Son seul mot d'ordre était la destruction des Etats capitalistes grâce à l'union des prolétaires et des peuples coloniaux.

Obligée de signer le Traité de Brest-Litovsk, l'U.R.S.S. appelait la classe ouvrière européenne à déchirer ce Traité par tous les moyens. Prêt à s'entendre avec des officiers monarchistes français pour défendre le territoire soviétique contre les armées du Kaiser, Lénine appelait les ouvriers français à renverser leur bourgeoisie pour faire la paix et sauver la révolution.

Aujourd'hui, Staline, pactisant avec l'impérialisme français appelle les ouvriers, non à la Révolution, mais au soutien de cet impérialisme. Nous avons en présence deux époques, deux hommes,

Aucune tentative d'explication « contradictoire » ne peut faire oublier cette double vérité : toute alliance du prolétariat avec le capitalisme, en paix comme en guerre, renforce ce capitalisme; toute lutte contre la bourgeoisie, en paix comme en guerre, renforce le prolétariat, même si momentanément, il subit des échecs.

Si le prolétariat suivait le conseil de Staline, il anéantirait pour des décades tout espoir d'une société socialiste, et par là même contribuerait à la destruction des conquêtes socialistes en U.R.S.S. qui, pour une grande partie, ont été ou anéanties ou mises en danger par la politique intérieure de la bureaucratie russe. Comme cette évolution intérieure résulte pour une grande partie de l'isolement de l'U.R.S.S., les conquêtes de la révolution et le développement de l'U.R.S.S. vers le socialisme ne peuvent être garantis que par l'élargissement de la révolution russe en révolution mondiale. La seule véritable aide à l'U.R.S.S. ne peut donc consister que dans la réalisation de la révolution socialiste en France.

En luttant contre sa bourgeoisie, le prolétariat prépare la victoire future du socialisme, et par là même, sauve les conquêtes d'Octobre 17.

C'est la voie tracée par Lénine et Rosa Luxemburg,

la voie de l'internationalisme conséquent, la voie de la révolution sociale.

7 — Le prolétariat, par sa cohésion, par sa volonté, est le seul obstacle réel à la catastrophe qui nous menace. La méthode, c'est M. Flandin lui-même qui nous l'indique : « Je me demande quelle nation, dans cette période de remise en équilibre, peut se déclarer assez sûre de son destin et de son système de gouvernement, pour remettre à tous ses nationaux les armes dont ils pourraient ne pas se borner à faire usage contre les ennemis de l'extérieur. » (« Candide », 3 janvier 1935).

En se déclarant dès aujourd'hui prêts à faire la guerre ou à « défendre la patrie » certains chefs des partis prolétariens ne font en réalité que le jeu des fauteurs de guerre et rendent une lutte pour la paix impossible.

Tout en mettant sans cesse les Etats bourgeois ou soviétiques dans l'obligation de réaliser leurs promesses de paix ou de désarmement, le prolétariat repousse comme une illusion néfaste l'espoir de voir la paix et le désarmement se réaliser sous la protection des brigands impérialistes. Il sait que la guerre est inséparable du régime dont elle ne

constitue qu'un des aspects les plus barbares.

En dressant contre la guerre les couches profondes de la population, en rassemblant contre les capitalistes et leur gouvernement toutes les victimes du régime réduites à la misère avant d'être livrées à la mort, le prolétariat marchera vers la révolution socialiste qui seule établira la paix, en créant pour les peuples un avenir de stabilité et de prospérité.

Il n'y a pas d'autre moyen d'éviter la catastrophe.

Mais si malgré tous les efforts, la guerre éclate néanmoins, le prolétariat continuera la lutte pour la paix, et, mettant à profit, suivant une formule célèbre, le trouble causé par la guerre, il abattra sa propre bourgeoisie, proposera aux peuples une paix équitable.

**CONTRE LE MILITARISME,
CONTRE LA GUERRE QUI VIENT,
CONTRE L'UNION SACREE SOUS N'IMPORTE QUEL PRETEXTE,
UN SEUL MOT D'ORDRE :**

**Si tu veux la paix,
prépare la Révolution!**

LE COMMUNISME TRICOLORE

Les directeurs de conscience du Parti communiste s'efforcent, d'une manière vraiment touchante de nous faire croire qu'ils sont toujours des révolutionnaires.

Vaillant écrit que nous devons conquérir l'armée au peuple, en chasser les officiers fascistes et mener une bonne petite guerre (populaire » (sic) contre l'hitlérisme.

Examinons cet argument de près : il contient deux affirmations :

- 1° Que le prolétariat peut conquérir l'armée;
- 2° Qu'il doit mener une guerre « révolutionnaire » contre l'Allemagne.

La première affirmation est simplement ridicule; pendant une guerre menée par la bourgeoisie, le prolétariat a le choix entre deux attitudes consécutives :

Ou bien, il soutient sa bourgeoisie, en entrant dans la guerre à ses côtés; c'est l'attitude de la social-démocratie en 1914. Elle suppose l'abandon de la lutte de classe, la **SOUSSION COMPLETE** à la dictature de l'Etat-major, l'exaltation du patriotisme, de la « nation » précédée inévitablement de l'affirmation que l'adversaire est le pire ennemi de la civilisation et de la paix;

Ou bien, le prolétariat dénonce la guerre menée par la bourgeoisie comme une guerre impérialiste, une guerre de rapines, faite pour ses intérêts économiques, et il continue et accentue la lutte de classe d'autant plus que la bourgeoisie est nécessairement conduite à des méthodes de répression sauvage. Le prolétariat lutte alors pour la Révolution, en cherchant par tous les moyens à désagréger l'armature de l'Etat bourgeois, et surtout l'armée qui est le principal support de cet Etat. C'est l'attitude du parti bolchevik en 1914, la conception du défaitisme révolutionnaire. S'agit-il d'une « CONQUETE DE L'ARMEE » pour... en chasser les officiers fascistes ? Non, il s'agit d'une « **DESTRUCTION DE L'ARMEE BOURGEOISE** », d'un anéantissement de sa capacité d'offensive. Dans cette conception, l'armée orientée par la bourgeoisie contre son ennemi extérieur est retournée par le prolétariat contre la bourgeoisie; la guerre impérialiste se transforme en guerre civile dont le but est la prise du pouvoir.

Maurice Thorez, dans son discours de Bullier le 17 Mai a déclaré que cette conception, le P. C. la rejetait dans la prochaine guerre franco-allemande. Il s'agit donc seulement de cette prétendue « conquête de l'armée » dont parle Vaillant, sans conquérir le pouvoir et détruire l'Etat bourgeois. En quoi cela pourrait-il consister ? Seulement à mettre à la tête de l'armée (et du gouvernement aussi, je suppose) des personnalités « sûres », c'est-à-dire plus « fidèles » à l'alliance franco-soviétique que d'autres... La belle affaire ! Il est tout à fait évident que le gouvernement d'union sacrée, mar-

chant la main dans la main avec l'U.R.S.S., fera appel aux amis de l'U.R.S.S., aux dirigeants du Parti communiste français, comme il l'a fait en 1914 avec GUESDE, SEMBAT et ALBERT THOMAS. En quoi la présence dans le gouvernement ou les cadres de l'armée de CACHIN ou de VAILLANT-COUTURIER changerait-elle le caractère de l'Etat bourgeois et par conséquent le caractère de la guerre menée contre l'Allemagne ? En rien, pas plus que la présence de Sembat et du ministre des munitions Albert Thomas ne donnait à la guerre de 1914 un caractère démocratique ou socialiste. Vouloir une « conquête de l'armée », sans destruction de l'appareil d'Etat bourgeois, sans défaitisme révolutionnaire est une idée encore plus stupide que celle des réformistes croyant que l'entrée d'un Millerand au gouvernement constituait un pas vers le socialisme.

La « conquête de l'armée » c'est la politique réformatrice appliquée à la guerre, que depuis Lénine, on nomme le social-patriotisme.

2° Le prolétariat peut-il mener une guerre révolutionnaire sous la direction de la bourgeoisie ? Cela est tout à fait impossible; la bourgeoisie mène une politique impérialiste pour ses intérêts capitalistes en Europe, et dans le monde. La nouvelle guerre est la deuxième manche de la lutte que mènent l'Allemagne et la France pour l'hégémonie européenne. La première manche s'est terminée à Versailles par le triomphe de la France et de ses alliés. Le capitalisme allemand, écarté de l'arène internationale, privé de débouchés, voit ses forces productives étouffer dans les frontières de Versailles; il veut reprendre sa marche vers l'Europe Centrale qui était la grande pensée de Guillaume II. Le traité de Versailles portait dans ses flancs l'étincelle de la prochaine guerre. Ainsi, bien que Maurice Thorez nie aujourd'hui le caractère impérialiste de la prochaine guerre (discours de Bullier), il est clair que sous couleur de croisade antihitlérienne c'est un nouveau partage de l'Europe et du monde que les belligérants ont en vue. L'adhésion de l'U.R.S.S. à un camp impérialiste ne peut pas plus modifier le caractère de la guerre que l'entrée au gouvernement d'un socialiste peut lui enlever son caractère capitaliste.

Après les désastres que la funeste politique de l'I. C. a répandus dans la classe ouvrière, l'U.R.S.S. EST POLITIQUEMENT SI FAIBLE ET SI ISOLEE qu'elle en est réduite à cette alliance militaire et à subir les vicissitudes des conflits impérialistes. De même la social-démocratie en Allemagne s'alliait à Schleicher contre Hitler. On en connaît le résultat ! Soutenir l'U.R.S.S. en soutenant l'impérialisme français revient à sacrifier l'avenir du socialisme en Europe, à l'anéantir sous les ruines matérielles et morales créées par la guerre.

Il se peut que le prolétariat victorieux, après la Révolution, ayant créé son Etat socialiste SOIT

CONTRAIT A MENER UNE GUERRE DE DEFENSE REVOLUTIONNAIRE. Mais cela, en tout cas n'est possible qu'après la prise du pouvoir. Or pour prendre le pouvoir, surtout en période de guerre, il faut mener une lutte défaitiste contre la bourgeoisie et cette lutte exclut la prétendue « défense révolutionnaire » en régime bourgeois qui n'est pas autre chose, sous une étiquette ronflante, que la défense nationale capitaliste.

La lutte pour le pouvoir, en temps de guerre se confond avec la lutte pour la paix immédiate menée d'une manière conséquente. Dans ce pays où l'immense majorité du peuple est soumise à la dictature de deux cents capitalistes qui après l'avoir plongé dans une misère sans limite, veulent aujourd'hui le faire massacrer pour des butins qui ne sont pas les siens, cette vérité est éclatante : la Révolution ne peut se faire que sur la base de la paix immédiate, certes, cela ne signifie pas que la Révolution victorieuse en France n'ait pas à subir un assaut des impérialistes pas plus qu'elle n'ait à résister à la contre-offensive du capitalisme vaincu. Alors seulement, la guerre révolutionnaire peut devenir une nécessité douloureuse, mais une nécessité tout de même, après toutefois que tous les moyens pacifiques (que seul un Etat socialiste peut sincèrement utiliser), aient été épuisés.

Revenons donc à nos moutons, ou plutôt à nos loups : les néomilitaristes du P. C. F. Il est clair que leur attitude ne diffère en rien de celle de la social-démocratie en 1914; mais il y a cependant une différence qu'il faut souligner : jusqu'au 4 août 1914, jour du vote des crédits de guerre, les gouvernements impérialistes sont, dans une certaine mesure, restés dans le doute sur l'attitude que prendrait la social-démocratie. Jusqu'au dernier moment, celle-ci a dénoncé la guerre, comme une guerre de brigandage capitaliste; maintenant, Léon Blum d'une part, Staline d'autre part, promettent à la bourgeoisie que le prolétariat défendra la patrie attaquée par Hitler. A moins d'une profonde réaction dans les rangs ouvriers, la bourgeoisie se croit donc assurée de l'union sacrée, elle se croit débarrassée de tout conflit intérieur; elle peut donc librement développer ses forces militaires et asservir le pays. Objectivement la nouvelle attitude du Parti Communiste comme la déclaration de Léon Blum désarment le prolétariat dans sa lutte contre les projets militaires et permettent à la bourgeoisie de manœuvrer et de hâter le conflit. Les paroles de Flandin que nos camarades trouveront par ailleurs nous montrent à quel point, l'attitude des partis ouvriers en cas de guerre préoccupe la bourgeoisie. C'est une raison fondamentale pour dénoncer la trahison des partisans de la défense nationale ou du « soutien inconditionné de l'U.R.S.S. »

LES GRANDS REVOLUTIONNAIRES.

Après leur mort, on tente de les convertir en icônes inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire, d'entourer « leur nom » d'une auréole de gloire pour la « consolation » des classes opprimées et pour leur duperie, en même temps qu'on émascule la « substance » de leur enseignement révolutionnaire, qu'on en émousse le tranchant, qu'on l'avilit.

(L'Etat et la Révolution), LENINE.

La théorie du défaitisme révolutionnaire en temps de guerre a certainement été considérée — sans doute à tort — comme l'originalité la plus remarquable du « léninisme ». Pour en comprendre le sens il faut remonter aux sources, c'est-à-dire aux « polémiques » que mena Lénine, réfugié en Suisse, durant les trois premières années de la grande guerre, contre le socialisme officiel de la II^e Internationale, sombré dans le chauvinisme. On trouvera les textes dans les deux tomes de « Contre le Courant » édités par le Bureau d'éditions et de diffusion communiste. Nous ne pourrions pas, dans le cadre restreint de cet article, citer ces textes ; nous ne pourrions pas davantage respecter la géographie exacte des tendances socialistes de l'époque, qui ne présentait guère l'aspect simpliste que lui a donné la « légende de gestes » du bolchevisme : d'un côté Lénine avec la perfection de la théorie, de l'autre la boue du social-chauvinisme. Nous nous bornerons donc à sélectionner dans le mouvement de l'époque les points de vue essentiels autour desquels se sont cristallisées les divergences, et à les exposer d'une manière très résumée sans nous préoccuper de savoir quels furent leurs partisans et quels furent, au cours de la guerre, les évolutions de ceux-ci et des idées mêmes que nous exposons.

Y A-T-IL UNE DIFFERENCE

ENTRE LES DEUX CAMPS ?

L'argument essentiel qui a servi non seulement de base théorique à la participation des socialistes à l'union sacrée mais encore d'attrape-nigaud principal vis-à-vis des masses est celui qu'on retrouve aujourd'hui encore dans tous les bourrages de crânes bourgeois ou réformistes : à savoir la fameuse distinction entre l'agression et la défense, entre le plus mauvais et le meilleur capitalisme, Lénine montre d'abord que la réflexion la plus élémentaire révèle déjà l'inanité de cet argument.

En effet, rien n'est plus facile à un gouvernement que de maquiller son ennemi en loup et lui-même en agneau ; rien n'est plus facile que de provoquer des incidents diplomatiques capables de retourner de 180 degrés, aux yeux de l'opinion publique de chaque pays, les responsabilités de « l'agression » ; on sait d'autre part, par l'expérience, que chaque mouvement socialiste de chaque pays peut trouver mille arguments pour faire considérer SON capitalisme comme le moins mauvais. N'a-t-on pas vu en 1914-18 les social-patriotes français prétendre que, comparativement à la démocratie bourgeoise française, le régime du Kaiser allemand méritait toutes les attaques, alors même qu'ils s'alliaient au... régime sanglant du Tsar russe ; en même temps d'ailleurs les socialistes allemands proclamaient que leurs vastes organisations de masse et leurs magnifiques réalisations économiques devaient être défendues contre l'invasion de la France, où le mouvement socialiste n'avait atteint qu'une étape inférieure... alors même qu'ils combattaient l'Angleterre, où les organisations de masse étaient aussi développées qu'en Allemagne ?

Mais Lénine traite aussi l'argument que nous venons d'évoquer, plus profondément. Il le lie à sa théorie de l'impérialisme. Il n'est plus possible, dit-il, de voir aujourd'hui dans les pays avancés des grandes guerres qui soient dans une mesure quelconque l'analogie des combats qui, jusqu'aux deux-tiers du 19^e siècle, opposèrent souvent des bourgeoisies libérales de certains pays aux autocraties réactionnaires d'autres puissances dominatrices. A ces époques les socialistes, au nom du progrès historique, pouvaient prendre parti pour l'un des camps contre l'autre. Aujourd'hui, au contraire, la forme capitaliste du gouvernement est établie partout avec des caractères communs. Parmi ces caractères il y en a deux qui sont particulièrement décisifs. Le premier c'est que le

LA THÉORIE ET LA PRATIQUE

monde s'est partagé en quelques groupes de puissances « impérialistes », c'est-à-dire de puissances obligées de chercher hors de leurs cadres nationaux anciens des matières premières pour leur industrie sur-enflée, des débouchés pour les produits finis de celle-ci, des régions vierges pour l'exportation des capitaux qui s'accumulent et pour la surexploitation de peuples arriérés qui compensera les réformes cédées aux travailleurs plus avancés des métropoles. Le monde est aujourd'hui, « grosso-modo », entièrement partagé entre ces puissances, et dès lors leurs rivalités — ou du moins celles de ces rivalités qui sont assez importantes pour pousser jusqu'à la guerre générale — ne sont plus que des luttes autour des territoires d'influence

restées très abstraites — leur couronnement concret, par une tactique qui, elle-même, ne consiste qu'à reprendre les traditions les plus lointaines non seulement du prolétariat mais encore de tous les révolutionnaires en général ; à savoir : profiter du moment où le pouvoir honni est obligé de vous armer, pour l'abattre.

LA REVOLUTION DURANT LA

GUERRE EST-ELLE POSSIBLE ?

Mais à cela des socialistes opposent l'argument « réaliste » : la révolution, en temps de guerre, n'est pas possible. La force morale et la force matérielle avec lesquelles la bourgeoisie encadre et contrôle l'armée et l'arrière sont, en temps de guerre, non pas plus faibles mais plus fortes qu'en temps de paix. De tous les points de vue d'ailleurs la guerre constitue une situation « exceptionnelle ». Lénine ici encore prend avec courage le contrepied de la position officielle. La guerre, dit-il, n'est au contraire que la continuation de la politique du temps de paix, elle en est la consécration par la violence. Si l'armature répressive de la bourgeoisie se renforce, les possibilités du prolétariat se développent d'autant, puisqu'il est armé. Si nous ne pouvons plus opérer légalement, passons à l'illégalité. Et, devant le scepticisme officiel, Lénine énumère mille moyens d'action révolutionnaire légale comme illégale en temps de guerre.

Mais alors, lui rétorque-t-on, si notre action doit devenir clandestine, que faites-vous des « organisations de masses » à l'existence desquelles vous en appelez pour nous accuser de trahison ? D'abord, répond Lénine, si vous n'aviez pas trahi, ces organisations, dûment « préparées », auraient pu justement éviter au maximum la nécessité et les inconvénients de l'illégalité. Ensuite, je les évoquais surtout pour prouver qu'en général l'époque actuelle était mûre pour la révolution socialiste, et j'en déduis que, si même la mobilisation brisait pour un temps l'influence dont nous disposons sur les masses, l'action minoritaire, l'action « contre le courant » clandestine s'il le faut, capable de secouer l'oppression du militarisme, sera sûre de retrouver au moment voulu l'afflux, l'élan, la confiance de la majorité du peuple. D'ailleurs ajoute Lénine non sans malice, la guerre n'est tellement bien que la continuation de la politique normale de la bourgeoisie, que le patriotisme des socialistes officiels n'est, lui-aussi, nullement « exceptionnel » mais n'est que la continuation de la politique normale du réformisme.

LA DEFAITE DE « MON » PAYS

Fort bien, dirent à Lénine certains « centristes » de l'époque, admettons que la fidélité au drapeau socialiste exige théoriquement que nous fomentions la révolution en temps de guerre. Pratiquement, une telle action entrainera la défaite militaire de notre pays, et la victoire de la bourgeoisie ennemie. Vous faites donc le jeu de celle-ci, dont la domination n'est tout de même pas plus intéressante que celle de la nôtre ! Je l'admets, répond Lénine ; mais d'abord j'observe que cette domination ne sera pas non plus pire. Car si c'est MON « pays » qui triomphe, c'est MA bourgeoisie qui met sous sa coupe d'autres populations, et au total le nombre d'hommes opprimés par le vainqueur sera le même ; mon internationalisme m'interdit de préférer l'oppression du travailleur allemand par Poincaré à l'oppression du travailleur français par le Kaiser. D'autre part j'admets aussi que mon action favorisera la défaite militaire de mon gouvernement. C'est à mes yeux non pas une circonstance aggravante contre la théorie de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile mais sa plus excellente conséquence. Et Lénine de montrer, avec de nombreux exemples historiques à l'appui — dont les plus importants sont ceux de la Commune de Paris et la révolution russe de 1905 — que la défaite militaire d'un gouvernement, qu'il soit capitaliste ou féodal, mi-capitaliste ou simplement autocratique, ne peut que favoriser les poussées révolutionnaires des travailleurs. La défaite affaiblit l'autorité du



LA VAL, l'autre renégat!..

et des points stratégiques qui assurent la liaison de ces territoires avec les métropoles. Le second caractère de l'époque moderne, mis en avant par Lénine, c'est l'établissement dans tous les pays importants de vastes mouvements socialistes de masse organisant, pour la première fois dans l'histoire, la classe ouvrière autour de ses objectifs propres.

TRANSFORMER LA GUERRE

EN REVOLUTION

Du premier de ces deux caractères Lénine déduit que dans les grandes guerres modernes toutes les puissances sont également coupables et armées du même but, à savoir d'établir dans le monde la suprématie de LEUR impérialisme.

Les bonnes raisons dont elles s'entourent ne sont qu'autant de mensonges ; leur besoin d'expansion est l'unique réalité. Du second caractère fondamental Lénine déduit que le temps où les socialistes devaient se borner à une alliance avec l'aile libérale et progressiste de la bourgeoisie est révolu, et que le temps est venu pour eux de mettre à l'épreuve les organisations de masse dont ils disposent en luttant directement pour la révolution prolétarienne.

La guerre loin de justifier l'union sacrée, justifie donc la critique du capitalisme. Les misères et les malheurs inouïs qu'elle accumule sont d'autre part une excellente occasion pour dresser contre les gouvernements les masses sacrifiées. Les armes enfin, que le peuple tient entre ses mains, en constituent une plus importante encore. Aussi Lénine oppose-t-il à l'union sacrée le mot d'ordre de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire. Il ne fait d'ailleurs par là que rester fidèle aux résolutions votées avant la guerre par deux congrès de l'Internationale (Stuttgart et Bâle), il ne fait que donner à ces résolutions — qui, il faut le reconnaître, étaient

DU DÉFAITISME CHEZ LÉNINE

gouvernement, désorganise l'armature générale de son Etat, fait comprendre plus crûment aux masses qu'elles n'ont aucun intérêt à la guerre, augmente la corruption dans le sein des cadres dirigeants et de ce fait le mépris que lui vouent les masses, accroît les souffrances de celles-ci ; elle apporte ainsi avec elle une fermentation politique intense où la parole socialiste conquiert rapidement les couches décisives et entraîne celles-ci à l'action dans un « milieu » de moindre résistance.

C'est ici que nous touchons à l'un des pôles de la doctrine léninienne. C'est ici que nous voyons le plus clairement — parce que l'occasion de le voir est la plus grave — l'abîme que le marxisme de Lénine — sur ce point absolument correct — voit en toute occasion entre le socialisme et l'Etat dirigeant actuel. Le réformisme prend prétexte de la pénétration que les conquêtes démocratiques du prolétariat permettent d'effectuer dans le sein de l'Etat, pour attribuer à ce dernier un crédit qui va jusqu'à nier en fin de compte, la nécessité de le détruire par la violence. Lénine au contraire estime qu'aucune « pénétration » ne peut lui enlever son caractère fondamental d'être un instrument de la domination capitaliste (la raison en est que les « pénétrations » et les droits démocratiques ne peuvent par nature être suffisants tant qu'une des classes sociales garde sur les autres des privilèges économiques). Aussi était-il naturel que les réformistes rendent solidaires les intérêts des travailleurs et ceux du gouvernement dans les occasions aiguës où toutes sortes d'autres bonnes raisons (la pression capitaliste, l'impossibilité d'observer une attitude « moyenne », etc.) les incitent à le faire, tandis que les révolutionnaires ne voient jamais mieux que dans ces occasions mêmes combien ces intérêts sont contradictoires. Le prolétariat ne peut rien réaliser de ses objectifs socialistes avec l'aide ou par l'intermédiaire de l'Etat dirigeant actuel. Cette idée, déjà vraie en temps de paix, devient cruciale en temps de guerre, alors que l'Etat dirigeant n'a pas hésité devant les pires calamités et parfois devant les pires dangers pour réaliser ses fins propres.

Mais il y a plus : ce défaitisme, devant la perspective duquel vous tremblez, qui vous dit qu'il faut l'appliquer unilatéralement ? Certes, si votre objection valait « à l'extrême », s'il était vrai que mon action révolutionnaire et dissolvante dans mon pays pouvait ne toucher que mon seul gouvernement, laisser le gouvernement adverse indemne et faire occuper mon pays par les armées obéissantes de celui-ci, j'aurais fait une action de dupe : la défaite de ma bourgeoisie n'aura en rien servi la révolution. Mais si mon action est reprise par mes frères du pays dit « ennemi », si nous n'oublions pas justement que nous sommes frères et que nous dissolvons tous les deux en même temps les forces militaires de nos dirigeants ? Ne voyez-vous pas qu'alors nous pratiquons ce qu'on pourrait appeler un défaitisme internationaliste ? Ce n'est plus du défaitisme au sens strict du mot, me direz-vous, en ce sens qu'au point de vue militaire nous empêcherions « tout » gouvernement de triompher sur tout autre ? Peut-être pas, car nous ne pouvons pas prévoir la résistance de chaque bourgeoisie à notre action ; l'une d'elles, peut-être, pourra prendre des avantages, si ses socialistes sont moins énergiques que d'autres ; mais ne sentez-vous pas que de tels avantages seraient si peu de chose à côté de l'avance que nous pourrions ménager à la révolution que, peut-être, les bourgeois qui pourraient les saisir ne penseront même pas à s'y attacher pour s'occuper seulement de leurs mouvements ouvriers respectifs, et qu'elles songeront plutôt, à ce moment, à cesser leurs querelles pour s'entraider contre le troisième larron, qui deviendra l'ennemi principal, le seul, le grand ennemi, l'ennemi historique ?

LE MOT D'ORDRE DE LA PAIX :

REVOLUTION D'ABORD

Un dernier argument encore retient certains socialistes du centre, certains hésitants. Toute cette

action, pensent-ils, exigera bien des sacrifices et présente bien des aléas.

N'est-il pas préférable de s'attacher avant tout à recouvrer la paix, en empêchant qu'elle se fasse avec des rapines capitalistes (paix sans avantages ni annexions)... et de voir, pour la révolution, après ? Ici nous saisissons le second pôle fondamental de la doctrine léninienne. Le mot d'ordre de la paix présente un avantage certain : c'est le plus immédiatement accessible aux masses, lesquelles veulent avant tout voir cesser leur martyre. Mais il présente deux dangers. D'abord il peut permettre à une bourgeoisie menacée par son mouvement ouvrier de s'en emparer et de continuer sur un autre terrain le bourrage de crâne fondamental dont nous avons parlé au début : moi-même je suis pour la paix, dira-t-elle, mais l'ennemi ne la veut pas. Ensuite, si la pression socialiste n'était que pacifiste, et si la paix se réalisait sans qu'elle ait élevé les revendications révolutionnaires, il y aurait le danger de faire oublier aux travailleurs la terrible « leçon de choses » de la guerre et, la démobilitisation faite, de leur enlever à nouveau l'occasion unique qu'ils avaient du fait qu'ils détenaient les armes.

Nous voyons donc qu'ici Lénine oppose aux centristes un mot d'ordre que l'on pourrait formuler ainsi : **REVOLUTION D'ABORD !** Il ne pense pas d'ailleurs que l'idée révolutionnaire soit beaucoup plus longue à pénétrer dans les masses que l'idée pacifiste, s'il se trouve un noyau pour la propager. Au contraire, en bon tacticien, Lénine essaie d'utiliser le premier réflexe plus profond : renverser ceux qui font la guerre. Il estime qu'il suffit que les socialistes fassent leur devoir pour que la haine des assassins de peuples naisse dans les esprits des travailleurs aussitôt après qu'avec la revendication de la paix est née l'idée qu'ils n'ont aucun intérêt dans la guerre. D'autre part Lénine estimerait impardonnable de se désaisir des armes. Il entend profiter de l'occasion, de la tragique occasion de la guerre, jusqu'au bout !

LA THEORIE LENINIENNE

DANS L'HISTOIRE

L'histoire a tout d'abord vérifié d'une façon éclatante les idées de Lénine. Les traités de rapine qui ont clos la guerre, les révélations d'archives diplomatiques faites par les bolchéviks, les études historiques parues depuis les scandales toujours actuels des profiteurs de charniers et des marchands de canons, ont prouvé surabondamment que la guerre n'avait de toutes parts que des buts de conquêtes, que les marchandages les plus éhontés avaient présidé à ses alliances, que toutes les bourgeoisies l'avaient voulue, que, comme le disait Lénine, tous les impérialismes étaient bien également responsables et également criminels.

La paix sous l'égide bourgeoise a bien montré, avec le wilsonisme qui submergea la vague rouge de 1919-20, combien elle pouvait contenir d'illusions trompeuses et faire perdre d'occasions révolutionnaires. Enfin, le sort des alliés de l'Allemagne a bien montré la vertu révolutionnaire des défaites des gouvernements bourgeois, puisque ce furent les seuls pays où se produisirent des révolutions.

Mais ces révolutions ont-elles répondu exactement au schéma de Lénine ?

Partout, certes, on s'est « servi » au premier chef des armes. Mais souvent les plus révolutionnaires ne furent pas les travailleurs mobilisés. A l'arrière s'était formé, à côté d'un prolétariat choyé par la bourgeoisie et complètement servile envers elle, grâce à la possibilité qu'elle avait de réfléchir, de lire, de militer, une aile marxiste qui trouva parfois en face d'elle des détachements de l'armée régulière.

Certaines de ces révolutions, ou les phases premières, et finalement victorieuses, de celles-ci (par exemple en Allemagne) se firent sous l'égide des socialistes officiels, c'est-à-dire fort peu par la transformation de la guerre impérialiste en guerre

civile. Ce cas se réalisa surtout en Russie. Mais on peut dire que les cas contraires ne peuvent être pris en compte comme preuves d'erreur dans la théorie de Lénine ; il faut, en effet, les imputer à la persistance de l'influence réformiste. Nous ne devons pas en déduire que le mot d'ordre de Lénine doit être abandonné mais au contraire qu'il faudra doublement lui consacrer l'action et l'énergie de tous les révolutionnaires.

Est-ce que cette vérification des arguments généraux qui servent de base à Lénine permet de considérer sa théorie comme un corps de doctrine spécial, est-ce que l'activité de Lénine contre la guerre permet d'introduire le mot nouveau de « léninisme » ? Certes, ce ne seraient pas les quelques obscurités qui restent dans les mots d'ordre ou les quelques points discutables — par exemple au sujet du rôle minoritaire et de l'action illégale des noyaux socialistes, ou au sujet de l'attitude à observer en face du pacifisme — qui nous empêcheraient de le faire. Ce qui rendrait le nouvel « isme » injustifié, ce serait plutôt le fait que Lénine n'a fait que reprendre les idées fondamentales de l'internationalisme et les traditions les plus vieilles du mouvement révolutionnaire — ce qui d'ailleurs, dans une période de trahison générale, ne lui enlève rien de son mérite. Et ce serait ensuite, et surtout, que les mots d'ordre de Lénine ne peuvent pas être considérés comme la formule même, la clef générale, la solution passe-partout du problème de la guerre. En effet, il est évident que ces mots d'ordre ne s'appliquent qu'en période de guerre « déjà déclarée » ; alors ils constitueront notre dernière carte, notre unique et suprême ressource, et comme telles il est utile de les propager dès aujourd'hui ; nos organisations pourront s'y préparer et la bourgeoisie pourra y voir une menace planant sur ses visées guerrières.

Mais ces mots d'ordre ne nous apprennent absolument rien sur la lutte à mener « pour éviter la guerre. » Or, c'est cette lutte qui, aujourd'hui, est capitale. C'est elle qui sollicitera dans les temps prochains l'effort doctrinal et pratique le plus grand des révolutionnaires... et sur ce terrain tout reste à faire.

Jean PRA

Contre l'Union sacrée Rassemblement !

Sur les initiatives de la « Révolution Proletarienne » et du Syndicat Unitaire de l'Enseignement un certain nombre de personnalités et de groupes se sont réunis pour examiner en commun la situation créée par la fameuse déclaration de Staline-Laval. « M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité ». Tout en étant soucieux de ne pas nuire à l'unité d'action ni à l'unité syndicale en voie de réalisation, ils estiment que l'unité n'est ni l'abdication, ni l'étouffement.

Ils ne sauraient donc admettre la subordination du mouvement ouvrier français aux intérêts de la bureaucratie russe qui brutalement, cette fois, intervient dans la vie politique française pour obliger le prolétariat français à choisir entre les blocs impérialistes.

Une conférence nationale se tiendra à Paris, au début d'août. D'ici là des meetings et conférences préparatoires auront lieu. Tous les pacifistes révolutionnaires conscients qui enverront leur adhésion y seront convoqués.

Ecrire à R. Louzon, 54 rue du Château-d'Eau, Paris-10°.

EN BELGIQUE : LE PLAN AU POUVOIR !

« La bourgeoisie à cause de ses contradictions internes était incapable de former un gouvernement stable et actif, elle chercha l'aide du P. O. B. Elle a invité nos camarades à entrer dans le nouveau gouvernement. Nos camarades ont accepté cette invitation. »

(« Arbeiterzeitung », organe du Parti Socialiste Autrichien, 31 mars 1935.)

L'idée principale du Plan de Man était qu'au milieu d'une crise du régime capitaliste il ne pouvait plus être question de « REFORMES DE REPARTITION » mais de « REFORMES DE STRUCTURE », que sur la base d'un plan de transformation sociale dans le sens d'une économie mixte on pouvait passer à l'offensive en liant les classes moyennes au prolétariat.

Le P.O.B. accepta le Plan de décembre 1933 SANS CONSULTER LES MILITANTS et une année se passa sans que le Plan jouât un rôle autre que de servir de couverture idéologique à la politique réformiste de Vandervelde.

Pendant ce temps les pleins pouvoirs se renouvelaient régulièrement. Contre ce système des pleins pouvoirs, le P.O.B. n'alerta pas les travailleurs. Il ne que faciliter le mouvement des masses qui a oublié de quelle ignoble manière la C.G.T. anéantit l'héroïque grève des 16.000 ouvriers de Verviers en 1934 ? Et pendant que toute la classe ouvrière avait les yeux fixés sur la lutte autrichienne, ces événements furent brusquement relégués à l'arrière plan dans la presse du P.O.B. parce que... le roi Albert venait de mourir et que Vandervelde épuisait ses forces à pleurer le « Grand Roi ».

En décembre 1934, les banquiers prirent le gouvernement en mains. Par la politique de déflation toutes les catégories de travailleurs et les chômeurs furent terriblement frappés. Une réaction très forte se fit jour du côté ouvrier. Le P.O.B. profita de cette situation pour lancer le mot d'ordre : **FIN FEVRIER, FIN DES PLEINS POUVOIRS, LE PLAN AU POUVOIR !**

Aussitôt la masse des mécontents se groupa autour de lui pour la lutte contre le gouvernement. Des meetings pour le Plan réunirent des foules énormes : 30.000 à Anvers, 15.000 à Gand, 25.000 dans le Borinage.

Le P.O.B. mettait en œuvre tous les moyens, brochures illustrées, T.S.F., meetings, démonstrations, tracts, puis tirant profit des expériences de la propagande fasciste créa une mystique autour du Plan et de Man. De Man fut acclamé partout. Dans plusieurs bourgs on vit des femmes avec leurs bambins se ruer vers le « sauveur », baiser le bord de son manteau. La propagande pénétra les couches moyennes, la police, l'armée. Dans plusieurs casernes on entonna l'Internationale... (Il y avait toutefois une différence : les fascistes — de même que les révolutionnaires — ont la volonté inébranlable de prendre le pouvoir, les réformistes effrayés par les conséquences révolutionnaires de leurs propres mots d'ordre ne cherchent que les moyens d'apaiser les masses.)

Le 24 février devait avoir lieu à Bruxelles une démonstration nationale pour le Plan. Ce 24 février était considéré par la masse comme son grand jour. La démonstration devait être le prélude de la prise du pouvoir. Pour concentrer toutes les forces sur ce grand jour, le P.O.B. avait réussi à persuader aux mineurs de ne pas faire grève.

Brusquement, le gouvernement interdit la manifestation. Cette interdiction provoqua la colère générale parmi les travailleurs, cependant qu'elle plongeait la direction dans la consternation la plus complète. Quelques jours auparavant le gouvernement avait créé une « Commission Nationale du Travail » dont la principale tâche devait être de rechercher des moyens de résorber le chômage. Heureux d'avoir trouvé cette nouvelle planche de salut, la direction du mouvement ouvrier s'empressa de collaborer à cette Commission, reniant ainsi la décision du Congrès de 1933 affirmant que

seule la politique du Plan permettrait de résorber le chômage. Une grande opposition contre cette politique de participation se manifesta jusqu'au bureau du Parti.

L'interdiction de la manifestation accentua les sentiments révolutionnaires de la base. Pour ne pas perdre sa confiance, plusieurs dirigeants réformistes (Vandervelde) tinrent brusquement un langage révolutionnaire. Le 16 février une réunion commune du Conseil Général du P.O.B. et du Comité National de la C.G.T. décida A L'UNANIMITÉ la grève générale de 24 heures.

Le 21 février se réunit le congrès commun du P.O.B. et de la C.G.T. La veille du congrès, le gouvernement interdit l'émission socialiste : poèmes,



Gravure de Gisele DELSINNE, extraite de « GUERRE »
Album des « INDELICATS »

sketchs, chœurs parlés, discours en faveur du Plan... Ainsi le Congrès se voyait placé devant une nouvelle provocation. Les représentants des fédérations politiques, mandatés par les militants se prononcèrent pour la grève — mais les bonzes syndicaux qui n'avaient consulté que leur propre frousse la rejetèrent en grande majorité. La grève générale fut écartée, la démonstration de même. On décida de « protester », de créer un Comité dit « d'action et de vigilance » chargé d'examiner les moyens de lutte et la démission de députés socialistes en vue de provoquer des élections partielles. Il fallait masquer la capitulation complète...

Le 17 mars au premier meeting électoral à Bruxelles, Vandervelde et de Man affirmèrent que les candidats socialistes sont des vrais candidats nationaux puisque de Man est volontaire de guerre, Marteaux ancien combattant et que Spaak fut fait prisonnier de guerre alors qu'il voulait rejoindre l'armée belge. Ainsi on prépara l'union sacrée et nationale qui devait se réaliser peu de temps après, quand le gouvernement Theunis dut démissionner par suite de la crise monétaire. Le P.O.B. décida de former un gouvernement tripartite. Le même de Man qui avait proclamé **TOUT LE PLAN AU POUVOIR** devint ministre. Spaak fit de même.

Spaak publia un article plein de phrases révolutionnaires pour motiver son changement de position. Cet article dans l'Action Socialiste doit être conservé comme exemple classique de confusionnisme, malhonnêteté et verbiage pseudo-révolutionnaire.

« LE PLAN A ETE REDIGE A UN MOMENT OU LA QUESTION MONETAIRE NE SE PO-SAIT PAS. LA QUESTION MONETAIRE EST AUJOURD'HUI LA QUESTION LA PLUS URGENTE ET LA PLUS ESSENTIELLE. » Pauvre Marx — qui avait pensé que la crise est une conséquence du capitalisme et ne pourra être liquidée qu'avec ce système...

« Je proclame donc qu'il faut réajuster le Plan, dont toutes les directives essentielles restent bonnes, mais dont plusieurs dispositions pratiques doivent être amendées. L'esprit du Plan ne nous permet pas de refuser de causer avec ceux qui parmi les parlementaires ou les extraparlémentaires des autres partis, HOMMES DE BONNE VOLONTE, ou d'esprit perspicace, accepteraient de réaliser avec nous, ce que nous avons appelé les réformes de structure. »

Il s'agit donc de faire appel aux hommes de bonne volonté parmi ceux qui sont les plus perspicaces dans la bourgeoisie pour faire l'inflation et les réformes de structure du capitalisme, qui sans cela devrait s'écouler. Le capitalisme a besoin de réformes de structure : au commencement de notre époque il passait du stade de libre concurrence à celui des monopoles, maintenant il s'agit de le transformer en capitalisme d'Etat. Roosevelt en Amérique, Hitler en Allemagne, Mussolini en Italie se sont chargés de cette besogne. Roosevelt a des côtés positifs pour la classe ouvrière, car il pousse les ouvriers à s'organiser. En Belgique, de côté positif nous ne le verrons pas ! Spaak se charge des tâches que le fascisme est obligé d'accomplir dans les autres pays. Malheureusement le rôle de médecin du capitalisme ne mène nullement au socialisme. Ne font pas la révolution ceux qui vont au chevet de la mère malade.

Mais Spaak pose une condition vraiment socialiste à la participation gouvernementale :

« Il faut d'abord que le prochain gouvernement soit radicalement indépendant vis-à-vis des banques et des trusts... Si nos adversaires voulaient recommencer une expérience, qui placerait l'Etat sous la coupe de ceux qui l'ont exploité ces derniers mois, ils trouveraient en nous, mes amis et moi, des adversaires implacables. »

La bourgeoisie ce sont les banques et les trusts. Demander aux représentants parlementaires de la bourgeoisie de renoncer à être bourgeois c'est une fumisterie et duperie incroyable : si vous ne vous suicidez pas... alors, alors... on verra ce qu'on verra ! Quelle menace !

Lorsqu'au sein de la classe bourgeoise elle-même les contradictions sont devenues insurmontables, un arbitre, un dictateur, un pouvoir fort et autoritaire se place alors au-dessus des divers groupements bourgeois pour sauver la société bourgeoise. L'Etat fort c'est le représentant de l'intérêt général de la classe bourgeoise. Là est le sens réel des mots de Spaak :

« Libérer l'Etat de la puissance des banques et des trusts, contrôler les grands leviers économiques, ETABLIR UN POUVOIR FORT. »

Mais la planification de l'économie capitaliste forcera la « mise au pas » non seulement des capitalistes pour l'intérêt supérieur du capitalisme, mais aussi des organisations ouvrières. Nous sommes dans la période du déclin capitaliste (un déclin qui n'exclut pas des périodes assez courtes d'amélioration économique). Planifier cette économie, c'est répartir la misère. Contre la misère croissante les ouvriers essaieront de se révolter. L'« Etat fort » sera contraint de prendre des formes fascistes. Avec de Man et Spaak s'ils vont jusqu'au bout — sans et contre eux s'ils prennent conscience de leur rôle véritable. N'importe : ils seront et ils resteront finalement les fossoyeurs du mouvement ouvrier. (15 mai 1935.) B. GILBERT.



LE CONGRÈS SOCIALISTE DE MULHOUSE

La Question de la Guerre

Comme il fallait s'y attendre, le problème de la lutte contre la guerre n'était pas à l'ordre du jour officiel du congrès et n'a pu être abordé que par un biais à l'occasion de la discussion du rapport du groupe parlementaire. L'abstention du groupe parlementaire dans le vote de la loi sur la défense passive, son acceptation des Accords de Rome, enfin les déclarations de Léon BLUM engageant par avance le prolétariat français aux côtés de sa bourgeoisie dans une guerre où l'Allemagne hitlérienne apparaissait comme l'agresseur, avait soulevé des protestations générales dans les sections. La « déclaration de Staline » est venue couronner le tout. Cependant la façon dont le problème était abordé ne permettait pas de lui donner une solution au congrès. Léon Blum et ses amis ont pu jouer habilement sur cette situation. Les militants qui auraient bien voulu se prononcer d'une façon catégorique contre la guerre, ont hésité à le faire par le biais d'un blâme au groupe parlementaire. La question de la guerre a pu être ainsi rétrécie au niveau d'une question de personne et de confiance personnelle à l'égard d'un chef particulièrement haï par tout ce que la bourgeoisie compte en France de réactionnaire.

La motion votée par la majorité du congrès contient cependant un désaveu explicite de la fameuse déclaration Staline-Laval. Et ceci est un point positif que l'on ne doit pas négliger et que les adversaires de la guerre ne doivent pas manquer d'exploiter à l'intérieur du parti. Dans l'ensemble, on peut dire que l'attitude du P.S. à l'égard de la guerre est demeurée à un point mort. C'est l'attitude inconséquente qui consiste à lutter contre les préparatifs de guerre, mais à accepter cependant le principe de la DEFENSE NATIONALE « pour le cas où la guerre éclaterait néanmoins ».

Il faut ajouter également que l'attaque contre la politique d'acceptation de la défense nationale a été menée d'une façon faible et maladroite. Les TROTSKISTES, dont le rôle dans ce congrès semble avoir été de servir de repoussoir à toute espèce de véritable orientation à gauche, se sont bornés à invoquer les principes abstraits du bolchevisme traditionnel. L'interruption « trahison » lorsque Léon Blum affirmait une fois de plus sa fidélité aux principes de la défense nationale ne signifiait exactement rien du tout. On qualifie de traître celui qui a pris des engagements et qui ne les tient pas. Léon Blum n'a pas changé : son attitude inconséquente est la même que celle de Jaurès. Il s'agissait non pas tant de crier à la trahison et de lui procurer un facile succès personnel, que de mettre en lumière les inconséquences de son attitude et de lui expliquer clairement ainsi qu'aux militants socialistes qui partagent la même idéologie, les raisons pour lesquelles cette politique est vouée finalement à l'impuissance et au désastre.

Personne non plus n'est monté à la tribune du congrès pour poser la question d'une façon concrète sur son véritable terrain, pour mettre en cause l'orientation donnée par le Parti à sa politique extérieure. Il s'agissait de savoir si le PACTE FRANCO-SOVIÉTIQUE peut être considéré comme un instrument de consolidation de la paix, ou s'il est au contraire un instrument de préparation à la guerre. Si la tactique d'encerclement de l'Allemagne est la véritable garantie de la paix ou s'il faut pour sauver la paix ne pas hésiter à préconiser les pourparlers directs avec l'Allemagne, même hitlérienne.

Malheureusement ceux qui ont protesté au Congrès contre la politique du groupe parlementaire, tenus par le préjugé de la défense inconditionnée de l'U.R.S.S., ne pouvaient ni ne voulaient s'orienter dans cette voie. On a protesté au Congrès contre la déclaration Staline-Laval, mais non contre le pacte Franco-Soviétique. Personne ne s'est levé pour dire qu'avant de songer à la défense

du souvenir de la révolution russe il fallait faire la révolution française. L'inconséquence des trotskistes sur ce point égale celle de Léon Blum. Il suffit de se reporter à la brochure de Léon Trotski qui leur tient lieu de charte : « LA QUATRIÈME INTERNATIONALE ET L'U.R.S.S. ». Les trotskistes refusent d'accepter la défense nationale de

la France, mais cependant ils demeurent pour la défense inconditionnée de l'U.R.S.S.. Pour le cas, maintenant réalisé, où ces deux politiques de défense nationale coïncideraient l'une avec l'autre, on ne voit plus ce qui reste de cette position autre chose que des mots.

La Question de la prise du Pouvoir

Le problème de la prise du pouvoir a été la question centrale du Congrès. Le Congrès s'est divisé comme il fallait s'y attendre en une droite, un centre, une gauche et une extrême gauche. Il ne faut pas attribuer à ces distinctions topographiques plus d'importance qu'elles n'en méritent. La gauche topographique d'une assemblée ne coïncide pas nécessairement avec la gauche historique.



On a pu constater que l'extrême droite (la fraction attentiste du groupe parlementaire) démoralisée par le départ de son chef Frossard, ne s'était pas affirmée d'une façon autonome. Elle s'est contentée de se rallier avec quelques réserves à la MOTION PAUL FAURE-LEBAS.

Que dire de cette motion ? C'est l'expression du guesdisme fossilisé. En termes pompeux et abstraits, elle s'affirme pour la conquête de tout le pouvoir pour tout le socialisme. Elle examine ensuite les conditions dans lesquelles le pouvoir peut tomber entre les mains de la classe ouvrière ; crise financière ou guerre. L'impression qui en subsiste, c'est que la prise du pouvoir dépend avant tout de conditions extérieures à la volonté du prolétariat et imprévisibles dans leurs détails. On ne prend pas le pouvoir, il vous tombe un beau jour entre les mains, et à défaut de programme, on dispose des principes. Autant dire que la prise du pouvoir n'est pas considérée comme une question actuelle et pratique, mais simplement comme une question théorique et lointaine. La motion Paul Faure-Lebas se définit négativement par rapport au ministérialisme et au putschisme, mais elle ne se définit positivement en rien.

A la motion Paul Faure-Lebas s'est opposée celle de la BATAILLE SOCIALISTE, beaucoup moins claire et plus embarrassée dans sa présentation d'ailleurs. On sent que la « Bataille Socialiste » est dans le parti le lieu géométrique des influences staliniennes et trotskistes. Elle manque d'homogénéité et de vie propre. Ziromski et Marceau Pivert représentent les deux pôles. Elle est aussi, et c'est ce dont il faut tenir compte, le centre de ralliement des militants de bonne volonté animés d'une sincère volonté révolutionnaire.

Ce qu'il faut retenir de la motion de la « Bataille Socialiste », c'est l'affirmation plus ou moins clairement exprimée que le pouvoir ne tombera pas entre les mains des partis ouvriers par le seul jeu de la force naturelle des choses, mais qu'il

faudra le prendre, et que pour le prendre, il faut se préparer à toutes les éventualités de la lutte. Cependant, on ne trouve pas davantage dans la motion de la « Bataille » que dans celle de Paul Faure-Lebas d'indications concrètes sur la stratégie de la lutte actuelle.

À l'extrême gauche se sont affirmés les TROTSKISTES qui semblent avoir pris la place de l'ancienne « Action socialiste ». Les trotskistes se définissent négativement en opposition au Front populaire, et positivement pour l'armement du peuple par le système des Milices. Ils confondent manifestement la révolution sociale avec l'insurrection qui n'est qu'une partie de la révolution, et ils confondent également la révolution sociale dirigée par le prolétariat avec un mouvement où seraient engagées les seules forces du prolétariat. Cette position qui ne tient pas compte du rapport des forces sociales en présence a servi considérablement de repoussoir aux idées justes qui pouvaient être contenues dans la motion de la « Bataille Socialiste ». Les militants de province se sont rebellés, instinctivement contre une tactique qui consisterait à isoler le prolétariat dans la société et à acculer les partis ouvriers à une insurrection défensive désespérée. Si les trotskistes n'avaient pas existé, Paul Faure aurait dû les inventer, car ils ont servi sa manœuvre tendant à isoler Paris de la province.

Finalement ce sont les tendances situées topographiquement au centre qui ont permis au Congrès de se prononcer enfin pour quelque chose de positif et d'immédiat. La résolution de Vincent Aurio, inspirée par les trois motions de la Haute-Garonne, de l'Aveyron et de la Drôme, a permis d'échapper dans certains limites à l'immobilisme guesdiste et à l'infantilisme trotskiste. Cette résolution s'affirme en faveur du « Front populaire », c'est-à-dire d'un mouvement de masse unissant le prolétariat aux fractions laborieuses des classes moyennes. En même temps, et c'est ce qui différencie leur attitude de celle des communistes stalinienns, la motion s'affirme en faveur d'un programme positif de transformation économique et sociale qui serait celui du front populaire. Elle ne sépare pas la lutte contre le fascisme et pour la défense des institutions démocratiques de la lutte contre le capitalisme pour mettre fin à la crise. Elle préconise un gouvernement de combat contre les bandes fascistes et les puissances financières qui serait appuyé par un vaste courant populaire extra-parlementaire. Bien entendu, il manque à une pareille résolution l'examen concret des moyens techniques de défense d'un pareil gouvernement contre les bandes fascistes. Au plan de transformation sociale et économique préconisé par la résolution doit s'adjoindre nécessairement un plan de stratégie antifasciste sans lequel il restera lettre morte.

Malgré ses lacunes et ses défauts évidents, la résolution de Vincent Aurio reste le seul résultat positif du Congrès de Mulhouse. Il s'agit de savoir si on ira jusqu'au bout dans la voie qu'elle a tracé ou si on préférera se réfugier dans un abstentisme prudent. Il s'agit aussi de savoir quels sont ceux des conflits intérieurs ou des conflits extérieurs qui mourront le plus vite. Les deux questions que l'on a voulu dissocier, celle de la lutte contre la guerre et celle de la prise du pouvoir sont indissolublement liées : il faut prendre le pouvoir avant que la guerre n'éclate...

Nous publions ci-dessous la préface que notre camarade Marcel Ollivier a écrite pour l'Accumulation du Capital, de Rosa Luxembour, dont la première partie va paraître ces jours-ci à la Librairie du Travail (17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris, 18°).

L'Accumulation du Capital, l'œuvre maîtresse de Rosa Luxembour, n'était guère connue jusqu'ici en France que d'un très petit nombre de personnes. Il ne pouvait en être autrement. L'absence de toute traduction, et l'impossibilité de se procurer le texte original dans la plupart de nos grandes bibliothèques, étaient un obstacle insurmontable tant pour la masse du public que pour les intéressés.

Depuis une dizaine d'années cependant, des efforts avaient été faits pour populariser en France les thèses de Rosa Luxembour. En 1923, je publiai dans la Vie Ouvrière une série d'articles intitulés : Propos sur le programme, où, analysant la situation du capitalisme au lendemain de la crise de 1921, j'essayais, en m'appuyant sur les idées de Rosa Luxembour, d'en tirer les conséquences qui en découlaient pour l'action ouvrière. Quelques mois plus tard, à la demande d'Amédée Dunois, directeur du Bulletin Communiste, je publiai dans cette revue un extrait de la Réponse aux Critiques, de Rosa Luxembour, qui contenait en un raccourci vigoureux l'essentiel de la thèse exposée par la grande militante dans l'Accumulation du Capital. Trois ans après, en 1928, parut dans la revue Clarté la traduction, publiée par mes soins, d'un des chapitres les plus éloquentes de la troisième partie de l'ouvrage de Rosa Luxembour, sous le titre : Comment le capitalisme fut introduit en Chine, et qui rappelle sous beaucoup de rapports le chapitre fameux et resté classique, où Marx raconte la formation du capitalisme en Angleterre.

Entre temps, l'intérêt pour la personne et les idées de Rosa Luxembour s'éveillait en France. Les articles publiés sur elle à l'occasion de chaque retour de l'anniversaire de sa mort — je signale, entre autres, un excellent article de Lucien Révo : Rosa Luxembour continuatrice de Marx, paru dans Clarté (1928) — la publication à la Librairie du Travail des Lettres de la Prison, dans la traduction d'Alix Guillain, celle, au bureau d'Édition, de la Grève générale en Belgique, celle, chez Rieder, des Lettres à Karl et à Louise Kautsky dans la traduction de Mad. Stchoupak et Desrousseau; celle enfin, de Réforme et révolution, aux Éditions sociales internationales, attirèrent l'attention du public sur cette femme, qui apparaissait peu à peu, à travers chacun de ses écrits, comme l'une des plus grandes figures du mouvement socialiste moderne.

D'autant plus vivement se fait sentir l'absence d'un exposé systématique des idées développées par la grande militante dans son principal ouvrage. Cette lacune, L. Laurat entreprit de la combler en publiant chez Marcel Ollivier une étude intitulée : L'Accumulation du Capital d'après Rosa Luxembour (Paris 1930), résumé excellent, dont nous recommandons la lecture à ceux qui ne veulent pas aborder d'emblée celle de l'ouvrage de Rosa Luxembour. Peut-être pourrait-on faire à ce travail le reproche d'être précisément un résumé, et non pas un exposé original et indépendant. Mais c'est là un reproche, qui s'adresse bien plus au genre de l'ouvrage lui-même qu'à la manière dont l'auteur s'est acquitté de sa tâche, et qui est en tous points irréprochable.

Quels que soient ses mérites, cependant, il ne pouvait remplacer à la longue l'ouvrage, auquel il servait en quelque sorte d'introduction. La traduction de cet ouvrage, commencée depuis longtemps (1923 exactement), puis abandonnée à la suite de circonstances, dont on épargnera le détail aux lecteurs, va enfin voir le jour, grâce aux soins de la Librairie du Travail, qui, devant la carence des organisations à qui aurait dû incomber la tâche d'assurer cette publication, décida de s'en charger elle-même, pour ne pas priver plus longtemps le mouvement ouvrier de cette arme de tout premier ordre.

On s'étonnera, en effet, qu'il ait fallu si longtemps pour porter à la connaissance du public français cette œuvre magistrale, dont tout le

monde, et jusqu'aux adversaires de Rosa Luxembour, s'accorde à reconnaître l'importance. Ce retard n'est pas sans causes. On sait que, depuis la guerre, par suite de l'indifférence à peu près complète des socialistes pour les questions doctrinales, les communistes ont acquis en fait le quasi-monopole des publications ouvrières. Dans ce domaine les services rendus par eux sont incontestables. Mais ce monopole ne va pas sans inconvénients. Car il leur permet d'empêcher ou de retarder considérablement les publications qui leur déplaisent, pour ne pas parler du sabotage ouvert de ces publications quand elles volent le jour malgré eux. On en pourrait fournir de multiples preuves. Le cas de Rosa Luxembour est caractéristique à cet égard.

Rosa Luxembour contre Lénine

Ce n'est un secret pour personne que Rosa Luxembour fut tout au long de sa carrière de militante en désaccord sur de nombreux points avec Lénine. Notamment en ce qui concerne le problème qui fait l'objet du présent ouvrage. Ce qui explique le peu d'empressement que les bolchéviks et tous ceux qui sont à leur solde montrent à faire connaître les idées de celle qu'ils considéraient, malgré sa mort glorieuse et son existence tout entière consacrée à la cause de la classe ouvrière, et conformément à ce principe, selon lequel quiconque n'est pas entièrement avec eux est contre eux, comme une adversaire bien plus que comme une alliée. Ce qui explique aussi pourquoi cette traduction, commencée en 1923, et abandonnée aussitôt après par « ordre supérieur », n'a pu être reprise qu'en 1934, pour voir le jour en 1935 seulement.

Ce n'est pas ici le lieu d'exposer en détail les divergences de toutes sortes qui opposèrent Rosa Luxembour à Lénine. Je m'en tiendrai exclusivement à celles qui se rapportent au problème de l'accumulation du capital. A vrai dire, ces divergences n'ont été exposées nulle part d'une façon systématique. Cependant il est facile de s'en faire une idée : 1° d'après l'ouvrage intitulé : Études économiques publié en 1899 à St-Petersbourg par Lénine, sous le pseudonyme de Vladimir Ilyine, et auquel Rosa Luxembour fait allusion à différentes reprises dans L'Accumulation du Capital ; 2° d'après l'ouvrage intitulé : L'impérialisme, dernière étape du capitalisme, et 3° d'après les attaques dirigées, du vivant même de Lénine, contre la thèse de Rosa Luxembour, par certains théoriciens bolchéviks, entre autres Dvolaïtzky et Boukharine.

Dans leur polémique avec les narodniki sur la possibilité de l'existence du capitalisme en Russie, les « marxistes-légaux » : Tougan-Baranovsky, Strouvé, Boulgakov, auxquels s'adjoignit par la suite Lénine (Vl. Ilyine) défendaient leur thèse à l'aide d'arguments qui impliquaient la possibilité de l'accumulation illimitée du capital à l'intérieur même du capitalisme. Ces arguments, tirés de la science économique bourgeoise, et notamment de J.-B. Say, tant raillé par Marx, conduisaient nécessairement à la conclusion de l'impossibilité du socialisme. Conséquence que Rosa Luxembour ne pouvait manquer de souligner avec force. En effet si, comme l'affirmaient les marxistes-légaux, et Lénine avec eux, le capitalisme peut se développer d'une façon illimitée sans briser ses propres cadres, que devient la condition objective de la réalisation du socialisme ? Si, comme le dit Lénine, la mission propre du capitalisme est d'assurer le développement des forces productives, tandis que celle du socialisme est d'assurer leur utilisation par la masse de la population, le passage de l'un à l'autre n'apparaît plus comme commandé par le développement même des forces objectives, mais

par un simple désir de justice sociale, comme à l'époque du socialisme utopique. Bien plus, il est impossible. « En démontrant la possibilité de l'accumulation illimitée du capital, écrit très justement L. Laurat, on en démontre aussi la vitalité infinie. Si la production capitaliste est capable d'assurer indéfiniment l'accroissement des forces productives et le progrès économique, elle est à jamais invincible, et le plus important pilier objectif du socialisme scientifique s'écroule. L'action politique du socialisme, l'idée de la lutte de classe prolétarienne, cesse d'être le reflet de phénomènes économiques, le socialisme cesse d'être une nécessité historique. Le raisonnement, parti de la possi-



ROSA LUXEMBOURG par André Pierre

bilité du capitalisme en Russie, aboutissait à l'impossibilité du socialisme ».

A cette conséquence s'en ajoutèrent d'autres, d'ailleurs corollaires : l'impossibilité d'expliquer les crises, en tant que manifestations périodiques de l'antagonisme entre les capacités de production du capitalisme et ses capacités de consommation et enfin l'impossibilité d'expliquer l'impérialisme, c'est-à-dire la tendance qui pousse les pays capitalistes à la conquête de colonies.

Cette dernière explication, Lénine la tenta dans son étude intitulée : L'impérialisme, dernière étape du capitalisme. Contrairement à la théorie de Rosa Luxembour, d'après laquelle l'impérialisme est la tendance qui pousse à chercher en dehors des frontières nationales des marchés de main-d'œuvre

et de matières premières, ainsi que des débouchés, qui lui permettront de réduire son coût de production et de tenir tête à la concurrence, Lénine, après Hilferding et Tougan-Baranovsky, le présentait purement et simplement comme l'effet du capital

Rosa Luxembourg

G CONTRE LÉNINE

de monopole en vue de réaliser des « profits supplémentaires ». A l'explication scientifique de Rosa Luxembourg, basée uniquement sur des faits et des nécessités économiques, Lénine substituait, sans même avoir le mérite de l'originalité, une explication d'ordre purement idéologique, basée sur le désir de « surprofits » du capital de monopole. Et voilà ce que les théoriciens bolchéviks actuels nous présentent comme le dernier mot de la science économique !

Mais cette explication — qui n'explique en réalité rien du tout — laissait intacte la théorie de l'accumulation de Rosa Luxembourg et celle de l'impérialisme, qui en découlait. Un certain nombre de théoriciens du camp réformiste, entre autres Otto Bauer, avaient bien essayé de combattre la thèse de Rosa Luxembourg, en défendant celle de la possibilité du développement illimité du capitalisme. Mais, dans sa « Réponse aux Critiques », elle avait réfuté leurs arguments avec une puissance et une vigueur telles qu'aucun d'eux n'osa plus jamais revenir à la charge. Lénine lui-même se taisait. Soit incapacité de tenir tête sur ce terrain à sa redoutable adversaire, soit manque de temps, c'est un fait qu'il ne revint jamais sur ce sujet. Ce que le maître n'avait pu faire, ses disciples l'essayeront. En vain, Dvolaïtzy eut beau faire la thèse de Rosa Luxembourg de la nécessité de la réalisation de la plus-value capitalisable à l'aide des milieux non-capitalistes, N. Boukharine déclara purement et simplement que le problème soulevé par cette dernière n'existait pas, étant donné que la plus-value capitalisable est consommée tout entière par les capitalistes et les ouvriers, ils ne réussirent qu'à faire la preuve, le premier, de son ignorance complète des principes les plus élémentaires de l'économie marxiste, le second, d'une habilité à résoudre les problèmes en les escamotant qui confine à la jonglerie.

Au sujet d'une « correction » à la

Théorie de Rosa Luxembourg

Mais il ne suffit pas, comme le fait L. Laurat, de dénoncer la mauvaise foi de Boukharine, son manque de probité intellectuelle, son incompréhension des idées les plus fondamentales de Marx, il faut encore montrer en quoi sa théorie est fautive, ce qu'il ne fait malheureusement pas. Ici sa critique, si nette et si vigoureuse à l'égard de Dvolaïtzy, apparaît, malgré la violence du langage, singulièrement faible, confuse et embarrassée.

Nous ne sommes pas long à en connaître la raison. Quelques pages à peine après avoir montré la contradiction flagrante existant entre les « théories » de Boukharine et celles de Marx, il tombe lui-même dans l'erreur qu'il venait de dénoncer un instant auparavant. Boukharine s'inscrit en faux contre la thèse de Rosa Luxembourg en prétendant que la plus-value capitalisable est réalisée au moyen de la « demande additionnelle des capitalistes et des ouvriers ». L'accumulation, dit-il, n'a pas besoin pour se faire de milieux non-capitalistes. Ce sont les capitalistes eux-mêmes qui achètent la plus-value capitalisable en accumulant. Cette « explication », qui a tout l'air d'être une mauvaise plaisanterie, L. Laurat la rejette, et avec raison. Mais il ajoute :

« Si les capitalistes étaient les maîtres de leur production au lieu d'en subir les lois, c'est-à-dire si la production capitaliste était une autocratie féodale, où l'élargissement de la production serait déterminé par l'accroissement des besoins des ex-

ploiteurs, la quantité de moyens de production et de matières premières additionnels, ainsi que le nombre des travailleurs additionnels et la portion supplémentaire de leurs moyens de subsistance seraient établis suivant la quantité supplémentaire de moyens de subsistance nécessaire pour couvrir les besoins accrus des exploités. Enchaînée dans ces proportions rigoureuses, la production ne dépasserait qu'accidentellement la consommation et la surproduction générale serait impossible ».

Et il poursuit :

« En régime capitaliste, une partie seulement de l'appareil additionnel sert à produire des moyens de subsistance supplémentaires pour la consommation croissante de la classe capitaliste, car la concurrence oblige les capitalistes à accumuler du capital, non en raison de l'augmentation de leur consommation, mais en raison de l'appropriation de richesse abstraite, de valeurs d'échange susceptibles de créer de nouvelles valeurs d'échange par leur conversion en capital ».

Jusqu'ici tout le monde est d'accord. Mais voici la suite :

« Il résulte de ce qui précède (!) que la partie de la plus-value capitalisable qui sert à accroître les besoins croissants de la classe capitaliste peut bien (!) être réalisée dans le capitalisme pur ».

On se demande comment L. Laurat arrive à une telle conclusion, qui n'est nullement incluse dans les prémisses.

En conséquence, « nous croyons, dit-il, que l'affirmation de Rosa Luxembourg doit être modifiée en ce sens que non pas toute la plus-value destinée à la capitalisation, mais bien la plus-value capitalisable, moins la partie nécessaire à l'élargissement de la production pour la consommation croissante de la classe capitaliste, doit être écoulée dans les milieux extra-capitalistes ».

On s'étonne que L. Laurat, qui n'a pas de termes assez mordants pour dénoncer les théories fondées sur de fausses apparences, se soit laissé aller, dans son désir d'indépendance à l'égard de Rosa Luxembourg, à faire une concession aussi marquée au point de vue de l'économie vulgaire. Ainsi la partie de la plus-value capitalisable nécessaire à l'élargissement de la production pour la consommation croissante de la classe capitaliste peut être écoulée dans les milieux capitalistes. Mais d'abord d'où les capitalistes savent-ils qu'ils accroîtront leur consommation ? Et si la plus-value ne se réalise pas ? Il est clair qu'avant d'élargir leur production, pour quelque but que ce soit, ils devront attendre le résultat de la vente de leurs produits sur le marché. Car il se pourrait bien qu'ils se trouvent dans l'incapacité, non seulement d'élargir leur production, mais même de la reprendre dans les mêmes dimensions. En supposant même qu'ils soient assez imprudents pour anticiper les résultats d'opé-

rations qui ne se sont pas encore produites, encore faudrait-il qu'ils puissent le faire. Ici L. Laurat semble avoir manifestement perdu de vue — car il ne l'ignore pas — que la société capitaliste est une société de production de marchandises, où tout se fait par l'intermédiaire de l'échange, et où par conséquent les moyens de production, avant de pouvoir fonctionner comme tels, doivent être jetés dans la circulation, c'est-à-dire passer par le marché. Ces moyens de production, qui les achètera ? Les capitalistes, entre autres, mais dans la mesure seulement où ils leurs permettent de reconstituer le capital constant usagé. Au delà ils sont incapables de s'acheter quoi que ce soit — en fait de moyens de production s'entend — tant que la plus-value capitalisable n'est pas réalisée. Il faut donc attendre que celle-ci soit réalisée pour pouvoir acheter les moyens de production additionnels, destinés à quelque usage qu'on voudra. On voit donc que le problème subsiste exactement tel que l'a posé Rosa Luxembourg et que tous les efforts faits en vue d'en modifier les données — cecl vaut pour Sternberg comme pour L. Laurat — ne peuvent, quelles que soient les intentions de leurs auteurs, qu'en retarder la solution.

La Théorie de Rosa

Luxembourg clé de

voûte du Marxisme

Ces discussions pourront paraître quelque peu oiseuses aux lecteurs non avertis. Elles ont cependant une importance considérable. Car, qu'on le veuille ou non, c'est le marxisme lui-même, en tant que méthode et que principe d'action, qui est ici en jeu. Il s'agit de savoir si le socialisme est une doctrine scientifique ou une simple aspiration sentimentale sans base économique. Il s'agit de savoir si, reflet du mouvement profond des choses, il fondera sa tactique sur ce mouvement même, ou si, dénué de tout appui dans le réel, il sera condamné à osciller perpétuellement entre son propre renoncement par l'adaptation servile au présent et une tactique de coups de tête désespérés en vue de forcer le destin, en un mot, de savoir si le socialisme sera révolutionnaire ou s'il n'aura que le choix entre la trahison et l'impuissance. Quoi d'étonnant, dès lors, que toutes les tentatives faites jusqu'ici pour ébranler la théorie de l'accumulation de Rosa Luxembourg aient échoué lamentablement ? Car elle est la clé de voûte de tout l'édifice doctrinal élevé par le marxisme pour justifier théoriquement et préparer pratiquement le passage du capitalisme à une forme de société supérieure, l'aboutissement de l'immense effort par lequel le socialisme est passé du domaine de l'utopie au domaine de la science. En ce sens elle s'oppose à toutes les théories adverses, comme le socialisme lui-même à tous ses ennemis, conscients ou inconscients. Et c'est pourquoi on ne peut que souscrire à cette conclusion de L. Laurat :

« Après quinze années de débats acharnés et d'attaques violentes de la part de socialistes de toutes les nuances, des réformistes les plus incolores jusqu'aux bolchéviks les plus orthodoxes, la théorie de Rosa Luxembourg reste entière et inébranlable ».

Marcel OLLIVIER.

A paraître

ROSA LUXEMBOURG

L'accumulation du Capital

et
Réponse aux critiques
Traduction de MARCEL OLLIVIER

4 Vol. in 16 Jésus

Prix de souscription 30 frs

Adressez souscriptions à la LIBRAIRIE du TRAVAIL

17. Rue de Sambre-et-Meuse - PARIS (10^e)

Chèque Postal 43-08

LÉNINE ET L'ÉCONOMIE MIXTE

I. LES PROBLÈMES DE L'ÉCONOMIE MIXTE.

On entend par économie mixte un régime économique de transition entre le capitalisme privé et le socialisme intégral, régime fondé sur la co-existence d'un secteur collectif d'économie planée et d'un secteur libre où continuent à jouer dans certaines limites les lois du marché.

Les controverses relatives au plan de Man et plus récemment en France au programme commun des partis ouvriers, ont rappelé l'attention sur le problème que soulève la notion d'une économie mixte.

L'idée d'une économie de transition entre le capitalisme et le socialisme qui implique des réformes de structure distinctes des anciennes réformes de répartition sur lesquelles s'était concentrée l'activité des syndicats et des partis ouvriers est-elle une idée révolutionnaire ou reste-t-elle dans la ligne traditionnelle du réformisme ? N'est-ce pas une idée réformiste puisqu'elle continue, semble-t-il à s'inspirer de la vieille chimère de la transformation graduelle et sans heurts du capitalisme en socialisme ? Faut-il admettre au contraire qu'entre la revendication des réformes de répartition et celle des réformes de structure, il y a une différence telle qu'elle crée les conditions morales pour le bond dialectique qui fera passer le mouvement ouvrier de ses positions réformistes à des positions révolutionnaires ?

Par ailleurs l'économie capitaliste se transforme sous nos yeux. Après avoir évolué de la libre concurrence au monopole privé, elle évolue maintenant dans la direction du Capitalisme d'Etat. Nous voyons la bureaucratie des entreprises se lier de plus en plus directement à la bureaucratie d'Etat, l'intervention grandissante de l'Etat dans l'économie réclamée par les capitalistes eux-mêmes. L'approfondissement de la crise qui pousse à sa limite extrême le processus de la concentration capitaliste, le mécanisme bien connu de la socialisation des pertes, entraîne de plus en plus le capitalisme privé dans le sillage de l'Etat capitaliste. Une sorte d'économie mixte se réalise sous nos yeux au sein même du capitalisme et du seul fait de son évolution interne. En Allemagne et en Italie, dans les pays de la dictature la plus féroce contre la classe ouvrière, les principales revendications du plan de Man concernant la nationalisation du crédit ne sont-elles pas réalisées en fait ?

Dans ces conditions quelle différence faut-il établir entre l'économie mixte instaurée par le capitalisme lui-même dans son propre intérêt de conservation, et l'économie mixte comme stade de transition entre le capitalisme et le socialisme, dont on veut faire la nouvelle revendication du mouvement ouvrier ? Y a-t-il même une différence entre le prétendu « socialisme » et le capitalisme d'Etat pur et simple ? La revendication de l'économie mixte proposée au prolétariat, ne devient-elle pas, non seulement une utopie réformiste, mais encore une duperie cynique qui consiste à inviter la classe ouvrière à forger elle-même les nouvelles chaînes que lui préparent ses maîtres, à pousser à la roue de l'évolution régressive du capitalisme déclinant ?

L'économie mixte, est présentée enfin par ses nouveaux apôtres comme la plate-forme d'un vaste rassemblement qui unirait la classe ouvrière aux classes intermédiaires de la société. Le nouveau régime économique devrait donner satisfaction à l'une comme aux autres en introduisant une sorte de compromis entre le capitalisme et le socialisme. Or le rôle joué par les classes intermédiaires entre le capitalisme et le prolétariat dans les mouvements de masse qui ont amené la hideuse dictature du fascisme, n'a-t-il pas montré qu'elles sont incurablement réactionnaires aussi bien sur le plan économique que sur le plan politique ? N'est-ce pas un marché de dupes que l'on propose au prolétariat, en l'invitant à suivre de tels alliés ? Les rassemblements que l'on propose, autour des plans d'économie mixte, n'ont-ils pas pour objet de dissocier la classe ouvrière, d'isoler son aile révolutionnaire pour mieux la battre ?

A toutes ces questions soulevées aujourd'hui dans le mouvement ouvrier, on chercherait vainement chez Henri de Man des réponses dépourvues d'équivoques. Cet homme étrange semble s'être au contraire donné pour tâche de cultiver soigneusement toutes les équivoques et toutes les confusions autour de la signification de son fameux « plan ». Il y voit sans doute la condition du vaste ralliement des gens les plus divers par leur provenance idéologique et sociale.

La disposition d'esprit d'un homme comme Lénine était juste inverse. C'est son plus beau trait de caractère d'avoir pourchassé partout la confusion et l'équivoque. Ce n'est pas d'aujourd'hui que se posent les questions de l'économie mixte.



Il n'est pas sans intérêt de rechercher les réponses que Lénine a pu être amené à formuler lorsqu'elles se sont posées en fait devant lui.

II. VALEUR RÉVOLUTIONNAIRE D'UN PLAN DE RÉFORMES DE STRUCTURE

Il n'est pas douteux que Lénine ait attribué une valeur révolutionnaire à la simple revendication d'un ensemble cohérent de réformes portant sur la structure de l'économie capitaliste.

Dans une brochure intitulée : « La Crise et les moyens de la conjurer », écrite en 1917 avant la prise du pouvoir, Lénine examine ce que devait faire un gouvernement « démocratique et révolutionnaire », s'il était vraiment « démocratique et révolutionnaire » pour mettre fin à la pression exercée sur lui par les grandes puissances capitalistes.

Il propose cinq mesures fondamentales qui constituent en quelque sorte le « plan » bolchévick :

1. Fusion de toutes les banques en une seule banque contrôlée par l'Etat, autrement dit nationalisation du crédit ;
2. Nationalisation des syndicats capitalistes c'est-à-dire des grands groupements d'intérêts capitalistes exerçant un monopole privé (pétrole, charbon, sucre, métallurgie, etc.) ;
3. Suppression du secret commercial ;
4. Obligation pour tous les industriels, commerçants et patrons de se syndiquer ;
5. Groupement obligatoire ou encouragement au groupement de la population en coopératives de consommation sous le contrôle de l'Etat.

Il est remarquable de constater que Lénine insiste à propos de la nationalisation des banques sur les garanties données aux déposants. Leur avoir reste propriété privée mais propriété privée soumise au contrôle de l'Etat.

Par ailleurs c'est au gouvernement Kerenski que s'adresse Lénine. C'est à ce gouvernement qu'il reproche de ne rien faire pour limiter la toute puissance des grands monopoles privés et assurer con-

tre eux l'indépendance de l'Etat. Lénine se garde bien de subordonner à priori son plan de réformes de structure de l'économie capitaliste à la prise du pouvoir par les bolchévicks. Il le propose comme revendication de la démocratie révolutionnaire au même titre qu'un autre ensemble de réformes spécifiquement politiques portant sur la structure de l'Etat, en vue de sa démocratisation.

Mais c'est le dynamisme inhérent à ce vaste programme de revendications démocratiques révolutionnaires, qui a porté au pouvoir les bolchévicks, appuyés sur le large « rassemblement » réalisé dans les Soviets.

On ne peut que sourire de pitié, lorsqu'on entend un Belin, ne sachant qu'inventer pour faire pièce à l'unité syndicale, opposer le « plan » à l'insurrection, la méthode de Jaurès (?) à celle de Lénine. Mais il n'est pas moins triste de voir les « léninistes » professionnels du Comité Central du Parti Communiste, renier l'enseignement de leur maître et s'opposer au programme de nationalisation des monopoles privés, afin de mieux pouvoir renvoyer aux calendes la perspective de l'unité politique.

III. CAPITALISME D'ETAT ET SOCIALISME

Les nécessités de la guerre civile amenèrent Lénine et les bolchévicks à dépasser considérablement le plan de réformes de structure qu'ils avaient d'abord proposé comme objectif à la révolution. Ils durent, pour faire face au sabotage et aux nécessités du ravitaillement, multiplier les nationalisations par décret et substituer au marché libre le système des réquisitions dans les relations entre la ville et la campagne. En même temps, l'économie monétaire s'effondrait à peu près complètement sous les coups de l'inflation. Ce fut la période du communisme de guerre, communisme imposé par les nécessités de la guerre civile beaucoup plus que par les préoccupations de programme, communisme fondé sur la répartition des produits existants et non sur la production qui demeurait souvent anarchique et précaire. Ce communisme de guerre, comme le souligne VICTOR SERGE dans son beau livre sur L'AN I DE LA RÉVOLUTION, fit naître de grandes illusions chez les combattants révolutionnaires, qui pensaient pouvoir sauter du capitalisme au socialisme intégral, en passant par dessus toute étape intermédiaire.

Cependant les illusions devaient se briser contre la réalité. Au lendemain de la guerre civile, en 1921, un grand mécontentement né du malaise économique général soulevait de très grandes masses non seulement de paysans mais aussi d'ouvriers », comme le souligne Lénine dans son discours au IV^e Congrès de l'É.C. La douloureuse insurrection de Crónstadt qui opposa au pouvoir bolchévick les marins révolutionnaires d'octobre, sonna le glas du « communisme de guerre ». Les insurgés réclamaient à la fois la liberté des échanges entre la ville et la campagne et la démocratisation des soviets au bénéfice des tendances non-bolchéviques.

C'est alors que Lénine gagna le parti bolchévick à l'idée de cette retraite stratégique que constituait la Nouvelle Politique Économique (N.E.P.). Il rappelle dans son discours au IV^e Congrès que dès 1918, il avait pensé et écrit que « par rapport à la politique actuelle de la république, c'est-à-dire par rapport à la politique économique de 1918, le Capitalisme d'Etat constituait un progrès ». Lénine précise sa pensée en insistant sur la structure arriérée de l'économie russe et l'impossibilité d'aller directement au socialisme en prenant comme point de départ une économie agricole primitive, patriarcale ou petite-bourgeoise dans sa majorité.

Dans sa brochure sur l'IMPOT EN NATURE, Lénine a insisté sur la nature du capitalisme d'Etat comme stade de l'évolution capitaliste immédiatement antérieure au socialisme et sur le rôle de

l'économie de guerre dans les Etats capitalistes comme tendance accélératrice de cette évolution.

« La dialectique de l'histoire est telle que la guerre a accéléré extraordinairement la transformation du capitalisme des monopoles privés en capitalisme d'Etat et par là-même considérablement rapprochée l'humanité du socialisme... Le capitalisme des monopoles d'Etat est la préparation matérielle du socialisme, le vestibule du socialisme, le degré de l'échelle historique qui est séparé du socialisme par aucun autre degré intermédiaire ».

Lénine s'est bien gardé cependant de confondre le capitalisme d'Etat, que l'on appela, parfois, socialisme de guerre du véritable socialisme prolétarien. Il précise dans une formule remarquable les rapports et les différences qui unissent et qui opposent le Capitalisme d'Etat au socialisme : « Le socialisme est l'Etat capitaliste monopolisateur mis au service de tout le peuple et cessant par là même d'être un monopole capitaliste » (souligné par nous A.P.).

Ces considérations pourraient être répétées mot par mot pour résoudre le problème posé par l'évolution actuelle du capitalisme vers l'étatisme et la revendication prolétarienne de l'économie mixte. C'est par son caractère DEMOCRATIQUE que la revendication prolétarienne s'oppose au Capitalisme d'Etat tel que l'entendent les capitalistes. C'est dans la mesure où l'Etat cesse d'être « l'Etat des bureaucrates » pour devenir « l'Etat des travailleurs armés » que le monopole d'Etat cesse d'être un monopole au seul profit des seuls capitalistes pour devenir un acheminement vers le socialisme. Le problème de la nature de l'Etat est au cœur même du problème du Capitalisme d'Etat il est la raison fondamentale de son ambiguïté.

Dans le discours au IV^e Congrès, Lénine insiste encore sur la différence entre le Capitalisme d'Etat institué par la NEP et le Capitalisme d'Etat au sens capitaliste du mot : « Le Capitalisme d'Etat que nous avons institué est d'une nature particulière. Il ne correspond pas à la définition ordinaire du Capitalisme d'Etat... Notre Capitalisme d'Etat se distingue de l'autre Capitalisme d'Etat au sens littéral du mot, en ce que nous avons entre les mains de l'ETAT PROLETARIEN (souligné par nous A.P.), non seulement le sol mais aussi les parties les plus importantes de l'industrie ».

IV. ECONOMIE MIXTE ET CLASSES MOYENNES.

Il est vain d'insister sur le fait que Lénine a conçu le système d'économie mixte représenté par la NEP non seulement comme un moyen d'opérer le relèvement économique mais comme une méthode permettant d'harmoniser les intérêts à la fois complémentaires et divergents du prolétariat et de la paysannerie, les deux classes révolutionnaires d'octobre. La NEP ne doit pas être considérée seulement comme une concession faite aux tendances pré-capitalistes de la paysannerie, mais comme une expression juridique particulièrement intelligente de la réalité sociale soviétique que des marxistes auraient eu mauvaise grâce à méconnaître. Le système était assurément un compromis et il devait être forcément en équilibre instable mais ce compromis était fondé sur une compréhension intelligente de la réalité et cet équilibre instable était la vie même du nouvel Etat révolutionnaire. Lénine avait bien vu que les intérêts de la paysannerie et du prolétariat n'étaient pas nécessairement antagonistes comme ceux de la paysannerie et de la grande propriété foncière, du prolétariat et du patronat capitaliste, mais à la fois différents et solidaires. Il pensait à juste titre qu'ils devaient finalement s'harmoniser au fur et à mesure que se relevait la situation économique. C'était la misère qui en 1921 dressait les prolétaires et les paysans les uns contre les autres et tous deux contre l'Etat bolchévick.

Par ailleurs une manœuvre souple et intelligente des leviers de commande que la NEP mettait entre les mains de l'Etat ouvrier (crédit, industries de base) devait permettre d'assurer l'hégémonie civilisatrice nécessaire de la ville sur la campagne, du prolétariat socialiste sur la paysannerie petite-bourgeoise.

Le génial artisan de l'économie mixte ne devait pas malheureusement survivre longtemps à

son œuvre et pouvoir en contrôler la marche. Dans le discours au IV^e Congrès qui fut son Chant du Cygne, Lénine exprimait à la fois les inquiétudes que lui causaient les déformations bureaucratiques de l'appareil d'Etat hérité de l'ancien régime et le vœu que la situation de 1921 où la ville et la campagne, les ouvriers et les paysans et leur propre état s'opposaient violemment les uns aux autres ne se reproduise jamais dans l'histoire de la république socialiste. Depuis il y a eu Staline, le plan quinquennal, la collectivisation forcée. Il ne reste plus grand chose de la NEP.

Il n'en est pas moins vrai que l'enseignement de Lénine doit rester valable pour tous ceux qui envisageant avec sérieux la transformation révolutionnaire de la société, veulent prévoir pour mieux assurer leur action. Il n'était pas dans la pensée de Lénine que la NEP fut liée à des conditions spécifiquement russes et dans son dernier discours,

il soulignait encore la valeur internationale de cette expérience d'économie mixte orientée dans la direction socialiste.

« Je crois que cette idée de retraite à prévoir s'applique à toute l'Internationale communiste et pas seulement à nous, pays particulier de structure économique arriérée mais même aux pays très avancés de l'Europe occidentale. Nous sommes actuellement occupés à l'élaboration d'un programme ».

Quand on sait que Lénine n'était nullement enclin à généraliser à tort et à travers les conditions spécifiquement russes (il l'affirme encore très nettement dans le même discours à propos de la structure des partis) on en conçoit toute l'importance pour la position générale du problème de l'économie mixte.

(Février 1935).

A. PATRI.

Au Congrès International des écrivains

Belles interventions en faveur
de Victor SERGE

Ce numéro était déjà sous presse lorsque s'est terminé le CONGRES INTERNATIONAL DES ECRIVAINS qui a siégé cinq jours durant au Palais de la Mutualité. La place nous manque pour en donner un compte rendu complet. Nous tenons cependant à signaler la magnifique intervention de MAGDELEINE PAZ en faveur de VICTOR SERGE et de la liberté de pensée dans l'Union Soviétique.

Les membres de la délégation soviétique au Congrès et notamment les écrivains Tikhonov, Kirchon, Ilya Ebrebourg, ce dernier d'une façon tout particulièrement ignoble, donnèrent toute la mesure de leur servilité en défendant les mesures de contrainte prises par le gouvernement soviétique contre un écrivain dont le seul crime est de penser librement. Ils montrèrent ainsi de quelle façon ils prennent au sérieux leur soi-disant « lutte en faveur de la culture et de la dignité de la pensée ».

Au nom de l'unanimité du groupe des écrivains belges de langue française, Charles PLISNIER

vint appuyer l'intervention de Magdeleine PAZ, en demandant pour VICTOR SERGE les garanties de justice élémentaires accordées aux accusés dans tous les pays civilisés.

« Si on a des accusations à formuler contre lui, qu'on le fasse publiquement en apportant les preuves et qu'on le juge. Sinon qu'on le laisse quitter la Russie ».

En réponse à ceux qui reprochent aux défenseurs de Victor Serge d'être des ennemis de la Révolution russe, Ch. Plisnier rappela avec beaucoup d'à-propos qu'à l'heure où la Révolution russe avait à lutter pour son existence contre tout un monde d'ennemis, Victor Serge et ses amis d'aujourd'hui étaient au premier rang de ses défenseurs, pendant que certains écrivains soviétiques, communistes de la dernière heure, se promenaient à Montparnasse en qualité d'émigrés.

Félicitations à nos amis Magdeleine Paz et Charles Plisnier, pour leur courageuse intervention.

Nous rappelons à nos lecteurs que Victor Serge, privé de tout travail, vit du maigre revenu de ses livres et de l'appui de ses amis. Nous faisons appel à eux.

Adresser les fonds à Magdeleine Paz, 8, rue César-Franck, Paris (15^e).

Pour STALINE: Sac au dos!

Le 29 avril se tenait une réunion privée entre membres de la fraction Jeunes Socialistes Révolutionnaire (J.S.R.) et délégués russes de l'I.C.J. La Vérité a publié le compte-rendu de cette réunion. Nous en extrayons un suggestif passage. Si l'on tient compte du fait que ces déclarations des russes étaient faites « en privé » trois semaines avant la célèbre déclaration de Staline on conviendra que celle-ci n'est pas un fait isolé mais la consécration officielle de toute la politique de trahison de la troisième Internationale.

Tchémodanov : — En tant que Russe, je puis dire que nous avons fait notre révolution ; mais nous la voulons mondiale... Votre adhésion à l'Internationale Communiste des Jeunes dans les conditions actuelles serait compliquée et inopportune. Pratiquement, il faut arriver à ce que le front unique se traduise dans l'action.

La guerre ? Si elle se fait contre l'U.R.S.S. et que vous faites votre révolution, vous êtes des traîtres. La guerre causée par le fascisme allemand, peut être dirigée à la fois contre l'U.R.S.S. et la France ; s'il y a une guerre ce sera celle du fascisme allemand contre le communisme. Les camarades nous demandent que devons-nous faire ? La révolution ne se fait pas sur commande ; vous ne la ferez pas aujourd'hui, ni au jour de la mobilisation, parce qu'alors il n'y aura plus d'organisation. S'il y a une guerre les camarades doivent partir. Le fascisme allemand arme, se prépare à la guerre. Comment lutter ? Par des réunions ? des meetings ? Le fascisme s'en fout. Le papier reste le papier et on fabrique des gaz et des avions. Le fascisme allemand doit se trouver devant le front unique des pays qui luttent pour la paix : la France et l'U.R.S.S.

Camarades, écrivez-nous, n'hésitez jamais à nous dire vos critiques, vos suggestions. Elles nous sont indispensables

CEUX QUI PEUVENT NOUS AIDER...

Ludwig LEVISOHN: Psychologie de la littérature américaine⁽¹⁾

Il serait vain d'entreprendre un compte-rendu de l'ouvrage que vient de publier, chez Rieder, Ludwig Lewishohn sur la Littérature Américaine. Il serait oiseux à la vérité de tenter d'initier le lecteur français au minutieux détail — quelque attachant que celui-ci puisse être — du redressement des valeurs littéraires opéré au long de cette étude monumentale. Il est superflu d'en souligner la haute valeur intellectuelle et morale.

Ce qui nous importe, c'est la nouveauté de la méthode, ou, disons mieux, de la doctrine. C'est le point de vue original auquel se place Lewishohn pour juger des œuvres et des auteurs.

De cela, nous pourrions nous servir avec profit pour une révision patiente et urgente de nos propres valeurs littéraires.

Il faut ici louer la modestie de Lewishohn : il se borne à retrouver et à mettre en application un mot de Goethe ; un mot souvent reproché à Goethe, et auquel croyons-nous, Lewishohn confère un sens plus large et plus haut que peut-être Goethe ne lui donna :

On prononçait devant l'auteur de Faust le nom d'un écrivain notoire et Goethe aurait simplement répondu : « Il ne peut plus nous aider ».

Il y a, dit Lewishohn, des auteurs, des littérateurs, qui peuvent « nous aider » et d'autres qui « ne peuvent plus ».

La véritable histoire de la littérature, c'est celle des œuvres qui « peuvent nous aider ».

Nous aider en quoi ?

« Dans la poursuite de l'idée que se fait chaque homme d'une vie bonne... » « L'artifice moderne s'adresse à ce lecteur pour qui les étapes créatrices de l'esprit humain créent une religion, un nouveau lien entre lui-même et son espèce ».

Ainsi la véritable histoire de la littérature sera celle de ces poètes et de ces penseurs qui libèrent la vision et la pensée du lecteur, qui l'aideront avec ingéniosité dans la recherche d'un idéal.

Les autres, Lewishohn, les appelle « bardes » et « artifice ».

Puis, avec sagacité, il passe en revue auteurs et œuvres.

Regrettons de ne pouvoir le suivre ici en ce long parcours.

Mais, le livre refermé, malgré soi, on rêve... d'une « Psychologie de la Littérature Française », d'un reclassement des écrivains français, d'un passage au crible, sévère et vigoureux, de ceux-là qui « peuvent nous aider » et de ceux qui « ne peuvent plus » ou qui n'ont jamais tenté, ni pu.

On voudrait que vint un Lewishohn souffler sur nos manuels, sur nos bibliothèques, secouer les pontifes indiscutés. — parce que jamais encore mis en discussion ! — fouiller les œuvres, balayer cette poussière dorée des « artifice » qui ne peuvent servir et n'ont jamais servi.

Combien sont-ils, chez nous, ceux-là qui libèrent notre vision, notre pensée, qui nous aident avec génie dans la quête d'un idéal ?

Quels sont-ils ?

Le monde a vieilli, le monde a mûri. Le monde des lecteurs. Ce qui revient à dire que ceux-là lisent, aujourd'hui, que ne tourmente pas le seul souci aristocratique de se désennuyer. Le monde des lecteurs, c'est un monde nouveau, un monde de travail et d'angoisse, un monde de lourde et âpre pensée. Un monde qui cherche le travail, le pain, la vie, la paix, la solution fuyante de ces dramatiques problèmes quotidiens.

Il n'a que faire, ce monde-là, des « producteurs » qui ne lui apportent rien.

Oui, qui fera la bibliothèque de demain ?

On y retrouvera — si on les retrouve — tels auteurs étouffés, oubliés, inaperçus... et qui cependant méritaient de laisser un nom, et de servir.

Ils écrivent pour ceux-là qui ne lisent pas encore, et choquèrent sans rémission leurs lecteurs d'alors, ceux que vous savez !

On y apprendra des noms que chuchotent seuls quelques rats de bibliothèques. On y découvreira des géants ensevelis aux oubliettes de la culture bourgeoise.

Cependant, combien d'autres feront le plongeon définitif dans la nuit ?

D'un manuel officiel de littérature française aujourd'hui, que subsistera-t-il ?

Et de la littérature de gags dont sont bourrés les devantures des libraires et les étalages d'Hachette dans les gares ?

Une envie vous vient, vraiment, de refaire pour ce pays-ci, soudain, le travail de déblaiement et de bazarage que vient, pour l'Amérique, de faire Lewishohn. Une envie de rendre leur place aux grands oubliés, aux méconnus, à ceux-là qui plus que jamais « doivent » nous servir, « doivent nous aider ». Une envie de crier le nom d'Eugène Le Roy, que son éditeur lui-même (Calmann-Lévy) ne connaît pas !... Une envie de donner sa place

Edouard PEISSON: Passage de la Ligne

Quel sera le sujet de Passage de la Ligne ? (2)

Il me semble que je vois Peisson, devant moi, sur la rustique terrasse de Malouesse, dans la rumeur des pins et l'odeur de la garrigue, le jour où je lui posai cette question. La tête et les bras nus, le cou dégagé, hâlé, comme huilé de grand air et de soleil, il paraissait attablé devant la mer, un matin d'escalade. A travers l'homme fraternel et simple, je discernais l'homme secret, façonné par des années de vie maritime, par des années de solitude, d'intense tête-à-tête avec soi-même. Ses yeux s'animaient à peine ; ils gardaient cette expression un peu lente que j'aime tant retrouver dans le regard de certains paysans, et pourtant vivante, ardente, comme certains feux doux. Je crois bien qu'il m'expliqua en vingt mots ; je crois encore qu'il se força par amitié. Besoin de concision autant que pudeur. Toute la force de Peisson me paraît tenir dans ces mots. Son œuvre est faite de relation directe, d'observation, de certitude ; rien n'y égare ni rien n'y dupe ; la clarté et la probité n'y sont jamais pris en défaut. Cela sous une forme simple et sèche qui est dans le tempérament de Peisson et qui n'exclut ni la résonnance, ni la force d'évocation, ni la poésie. Telles pages du Courrier de la mer blanche ont une force charnelle étonnante ; le naufrage de Parti de Liverpool n'a pas d'équivalent dans la sobriété, la netteté, la force évocatrice. Et l'atmosphère de Gens de Mer réalise ce prodige d'être essentiellement tragique, épique, pleine de clameurs, sans que l'auteur se soit départi de son calme de technicien et de témoin...

Passage de la Ligne est, des romans de Peisson, celui que je préfère. C'est le drame de la maladie à bord du cargo « Le Pèlerin », sur la route de Dakar à Rio. Un matelot meurt ; un deuxième se jette à la mer dans un accès de fièvre. L'équipage entier se sent saisi à la gorge et menacé de périr. Il se soulève contre l'autorité du commandant et des officiers, eux-mêmes assaillis par la crainte, ou la peur, auxquelles s'ajoute un très vif sentiment de leurs responsabilités. Il y a lutte contre le mal, lutte entre hommes. Le heurt des consciences n'est pas le moins vif ni le moins poignant.

Le commandant Rey n'accepte jamais l'évidence autant par un bizarre entêtement que par un sentiment très particulier du devoir. Pendant la guerre, il avait décidé une fois pour toutes de ne pas croire au péril sous-marin, et un torpillage ne l'avait pas fait revenir de cette prévention. Il ne croit pas plus à la maladie, ni surtout à la contagion. Il baptise chaque cas mortel : insolation. Il y a dans son attitude plus d'héroïsme que de cynisme ; les grands chefs réussissent souvent par l'opiniâtreté la plus stupide ; on leur demande surtout de réussir. Nivelle passera dans la postérité comme incapable ; Mangin comme glorieux. Ils opéraient souvent identiquement, avec la plus odieuse et la plus criminelle tenacité. Le commandant Rey les évoque. Il s'en tire grâce à la veine et aussi grâce au concours d'officiers exceptionnels. La situation est sauvée par les Ledur, les Chabot, les Jaubert.

Pierre Ledur est une admirable figure, minutieusement fouillée. C'est un caractère. Le mal le saisit. Il lutte contre le mal. Il se convainc qu'il doit

à la très grande Philadelphie de Gerde, fourvoyée en Action Française, et qui doit... les y encombrer un peu !... Une envie de dire des noms qu'on entendrait à Paris pour la toute première fois, et qu'on n'a guère davantage entendus ailleurs... Qui connaît Scalési, le poète maudit ? et Gaston Couté ? Ceux-là nous aident. Et l'œuvre inconnu, étouffé, de Mistral, — le gigantesque Calendal, — qui l'a donc lu ? Qui en parla jamais ?

Les manuels de demain, les « morceaux choisis » des écoliers de demain ne ressembleront en rien, il faut l'espérer, à ceux d'aujourd'hui. Il y aura quelque déchet !

Le bourrage de crânes millénaire qui nous a fabriqué une histoire de la littérature française, encombra d'« artifice » notre mémoire et les étages de nos Musées. Il est temps de libérer « vision et pensée », et de rendre leur place aux serviteurs de l'idée.

Les livres « qui ne peuvent plus aider », documents monotones d'une époque qui disparaît et qu'il est peu probable de voir renaître, voilà ce qu'on pourrait brûler, au lieu de blé, noyer, au lieu de café, pilonner, au lieu des disques merveilleux qu'on pilonne stupidement.

Il va falloir bien trier son bagage, pour un nouveau « départ » de l'humanité.

J. POMET.

en triompher. Mais, l'auto-suggestion n'y suffirait pas. Ne triompheront de la maladie que les sujets absolument sains. Car le mal mystérieux découvre subitement son nom : c'est le paludisme. L'implacable atmosphère des tropiques ajoute au désarroi. Mais, dès que Ledur a acquis la certitude de la guérison, il se bande, il résiste, il se dépouille de son mal. Cette lutte, dans un aura de cauchemar est des plus belles. Sauvé, il se porte au secours de l'équipage. Les hommes sont touchés l'un après l'autre. Mais le miracle de la guérison de leur chef, son courage, son humanité, sa force de persuasion leur communiquent assez de volonté pour que la fin du voyage les sauve. Jaubert, le chef-mécanicien mourra au port ; son foie était malade ; c'était l'ami de Ledur qui le voyait avec peine s'adonner à l'alcool. La mort de cet homme bon, de ce père tendre, dont la pensée était toujours tournée vers les siens, et qui aspirait plus que tous les autres à se sauver, est un morceau d'un pathétique achevé.

J'ai dit que je préférerais ce livre de Peisson à tous les autres. C'est que la connaissance et le goût de l'humain y tiennent une place à peu près unique sans jamais faire oublier, ni la présence de la machine, ni celle du bateau, ni celle de la mer. La lutte contre un mal inconnu, sans médecin, sans remède sûr, sur cette île étroite et perdue qu'est un bateau pouvait fournir à Peisson l'occasion de scènes délirantes où le drame physique eût eu la plus grosse part. Peisson a placé le drame intérieur au premier plan. Chaque personnage, du commandant Rey obsédé par l'accomplissement de sa tâche et prêt à crever sur sa position, à Jaubert que rien ne hante davantage que le souvenir de sa famille et que joint secrètement, depuis des années, une jalousie sans doute injustifiée (la plus cruelle et la moins guérissable de toutes), de Chabot le jouisseur aux pauvres instincts à Pierre Ledur, courageux, probe et orgueilleux de la belle manière, chacun à son débat. La maladie qui traque et abat l'homme ne peut rien contre ce débat que chaque homme défend de la curiosité du voisin et que chaque homme essaie de pénétrer chez le voisin. C'est un drame de cloisons-étanches, plus émouvant et plus significatif du fait qu'il se déroule dans un cercle étroit. L'homme ne défend rien mieux que son être intime. Et le combat est beau lorsque ses motifs sont de fierté et de noblesse. C'est le cas du pauvre Jaubert, de Ledur, de Rey aussi...

Peisson est allé au cœur de cet antagonisme. Il y fallait de la simplicité, de la délicatesse, une profonde connaissance de l'âme humaine. Je n'ai rien lu de semblable... Ludovic MASSÉ.

Livres à lire

Dans notre prochain numéro critique des Damnés de la Terre, de Henri Poulaille, par Ludovic Massé, de Police de André Ulman, livre courageux que nous tenons à signaler de suite à nos lecteurs.

Nous parlerons également d'un très important ouvrage historique de Boris Souvarine : Staline.

(1) Rieder, éditeur.

(2) Grasset, éditeur.

DISQUES NOUVEAUX

Mes lecteurs m'excuseront si cette chronique est brève, les envois des firmes se faisant de plus en plus rares nous ne pouvons décemment parler que de ce qu'il nous est donné à entendre. Nous sommes à l'époque des compressions, et service de presse dans la librairie et la discographie sont réduits au minimum. Tant pis ! C'est quelquefois une mauvaise politique; personnellement je viens par exemple de refuser la chronique phonographique que me demandait un hebdomadaire de cinéma.

Mais bref, venons-en aux rares galettes noires qui nous furent soumises ce mois-ci. D'abord, quelques bons documents de jazz-hot chez Brunswick, les clarinettes Jimmie Nonne et son orchestre dans Liza et Shine, Br. 500-514, et Buster Bailey de l'orchestre Fletcher Henderson qui conduisant les « Chocolate dandies » donne une adorable page, Shanghai Shuffle, vraie pièce de collection (Br. 500-225), les trompettistes noirs Rex Stewart et Bennie Carter rivalisent, du premier nous recommandons tout particulièrement Stengaree, Br. 500-519 d'un extraordinaire brio, du second Shoot the works, Br. 500-518 et Dream Lullaby, Br. 500-517 d'une tout autre facture. Deux autres disques de Louis Prima et Cab Calloway ont paru. B. 500-516 Staroust de Prima et Good dance from the cravy bowl de Calloway, n'ajoutant rien à ce qu'on connaît d'eux. Chez Gramophone, nous avons un beau disque d'orchestre de Fats Waller, le célèbre pianiste noir, Dream Man, Gramo K. 7454, d'Agez et Youg. Le jazz qu'il dirige est intéressant, mais combien le seraient davantage des soli de piano. On en jugera par les quelques secondes où l'on entend le clavier en premier plan, mieux encore que dans les Chicago Rhythms Kings que nous donne Brunswick et dont nous parlâmes. Gramophone devrait publier les disques de lui parus en « Victor » et « His Master Voice ». Signalons encore chez Brunswick l'attachant Alexander Ragtime Band d'I. Berlin, un des vieux classiques du jazz et Dinah interprétés admirablement par les Boswell Sisters (Jazz Vocal), Br. 500-528.

Pour la grande musique, citons la réédition de Peer Gynt de Grieg en quatre grands disques à 25 francs. Polydor 516-608 à 611. L'orchestre de Berlin sous la direction d'Oscar Fried. Très belle réalisation de la belle Sonate en mi bémol majeur de Beethoven Br. 12. n° 1. Avec F. Veesev et M. G. Agusti au piano. Œuvre de jeunesse mais délicieuse 3 disques à 15 fr. Polydor 10.318. Allegro, 319, Adagio, 320. Rondo allegro molto. Mentionnons aussi la réédition à prix diminués, également de l'Arlesienne, de Bizet. Orchestre philharmonique de Berlin dirigé par Franz Schreber. Polydor 516.601 à 605, disques à 25 fr. au lieu de 39 fr.

Chez Gramophone un beau disque du violoniste Heifetz « Ruralia Hengarica de Dohmani et Séville d'après Albeniz, Gr. DB 2220 (35 fr.). Citons encore 4 pages charmantes de clavecin jouées par Mme Wanda Landowska, Gr. D.B. 4.973 : a) L'Hirondelle (Daquin) ; b) Les songes agréables d'Athis (Lully) ; c) et d) Chaconne et Rondeau de Jacques Champdon. »

Pour le chant, nous signalerons deux mélodies de Schubert, chantées par H. Rehkemper, l'interprète du cycle des enfants morts de Mahler. Ces pages Die Krähe et Die Post sont accompagnées au piano par M. Gurliitt. Polydor 90-018 (25 fr.). Chez le même éditeur, Delle Reinhardt soprano avec l'orchestre de l'Opéra de Berlin chante « Tu es le sauveur (Walkyrie) et Oh Sachs (Maître-Chanteurs) de Wagner. Polydor 66-783 (35 fr.). Chez Gramophone les chœurs de la Manécanterie nous donnent deux chansons du folklore canadien. A la claire fontaine et l'Alouette. Gramo K. 7456 à 15 fr.

DISQUES SCOLAIRES

Il nous reste à parler d'une initiative de nos camarades de l'Éducateur Proletarien. Les premiers enregistrements C.E.L. (Disques pour l'étude du chant. Un couplet est chanté et le piano reprend. La chanson est donnée avec le disque (L'imprimerie à l'école, éditeur) (Coopérative de l'Enseignement Laïque) sont parus. Enregistrés par Mlle Madeleine Decroix de la Gaîté Lyrique; ce sont six chants enfantins de qualité mis à la disposition du personnel enseignant. Le premier C.E.L. 101. groupe deux poésies de Parsuire, mise en musique par Forcatis. Le Semeur et les Marteaux, le second, n° 102 est consacré à deux jolies cuvettes d'Hermine Dubus, Au jeune Soleil et la Ronde des fleurs printanières. Le troisième C.E.L. 103 est de notre camarade Eugène Bizeau. Petit papa le soleil brille et Sous les arbres verts (Musique de M. Cardelus,

et Cloarec-Maupas) est peut-être le plus simple et le meilleur des trois.

Pour ce qui est de la réalisation, on ne peut rien reprocher à l'enregistrement. Il y fut apporté tous les soins et l'accompagnement du piano est très clair et d'un joli timbre. La voix de Mlle Decroix est peut-être un peu trop artiste, mais rien n'est plus difficile que ces disques pédagogiques ! Il convient de se féliciter du résultat, il sera loisible de remédier à certains petits inconvénients lors d'une série nouvelle. Il serait préférable de faire chanter

CINÉMA : Crime et Châtiment

Si l'on me demande : faut-il voir ce film, je répondrais nettement « oui ». Doit-on le défendre, en parler autour de soi, le recommander comme un bon film ? « Oui ! » L'admirez-vous sans réserve, comme un chef d'œuvre de la production française ? Malheureusement non, car il existe, dans les conditions du travail cinématographique en France, un abîme entre les conceptions du metteur en scène et les résultats qu'on lui permet d'obtenir, comme il existe une différence — hélas ! — sensible entre l'appréciation qu'on porte sur le film, si l'on veut être juste, et l'impression profonde qu'il produit sur vous. L'état d'âme du critique et les considérants de son verdict, ne présentent sans doute qu'un intérêt tout relatif, mais ils méritent d'être expliqués une fois par hasard, lorsqu'en valent la peine la qualité du film et la personnalité du metteur en scène.

Si l'on avait demandé à Pierre Chenal de choisir en toute liberté le sujet d'un scénario, je suppose qu'il n'aurait pas adopté Crime et Châtiment, non, certes, par dédain de Dostoïevski, mais afin de pouvoir développer un thème qui lui tienne personnellement à cœur ; car je ne lui ferai pas l'injure de croire qu'il ne conserve pas dans ses tiroirs, cinq ou six scénarios de lui, qu'il aimerait traiter, de préférence à toutes les adaptations. Nous savons déjà que les producteurs pensent attirer le public dans leurs cinémas-pièges, avec l'appât d'un titre célèbre. Il est déjà méritoire d'avoir pu faire accepter celui-ci, plutôt qu'une nouvelle formule de vaudeville ou de drame à la Bernstein. On part donc d'un roman, c'est-à-dire qu'il s'agit d'éliminer un grand nombre d'épisodes, tous les développements secondaires, qu'il faut remanier l'action dans le sens de la plus grande intensité dramatique. Première entrave à la liberté de l'imagination. Après le problème du choix se pose donc celui de l'adaptation.

Cette adaptation elle-même ne peut pas être faite au mieux de la qualité cinématographique. De nouvelles considérations interviennent au premier rang desquelles il faut noter les nécessités de l'interprétation. Ne faut-il pas des vedettes ? Un compromis doit avoir lieu entre les dates de liberté, les prix demandés et les exigences du rôle. Dans ce cas précis il était question d'Harry Baur et de Pierre Blanchar, personnifiant Porphyre et Raskolnikof, ce qui imposait dans l'adaptation le jeu du chat et de la souris, la poursuite inexorable de l'étudiant tournant par le juge d'instruction tourmenteur. Les autres aspects du roman s'effaçaient évidemment dans les limites de temps imparties à un film, les autres rôles se trouvaient distribués au mieux des quelques milliers de francs qui restaient au budget.

Enfin, le dernier élément de la réussite consiste dans l'expérience et l'habileté du metteur en scène, à qui on a donné plus ou moins l'occasion de se perfectionner dans son métier, selon qu'il a manifesté moins ou plus d'indépendance et de lucidité. Il doit aussi faire une transaction avec toutes les économies de décor, de matériel, de personnel et de temps qu'on pourra lui demander au cours de son travail et qui sont trop connues pour qu'il soit la peine d'insister.

Le sujet de Crime et Châtiment ne s'est pas exagérément aminci dans ces innombrables laminages. On ne pouvait retrouver tous les aspects d'un roman extraordinairement complexe et nuancé et l'on doit se féliciter que l'adaptation ait été dirigée dans ce sens de sa plus grande

efficacité, en permettant à Harry Baur intelligemment secondé par Blanchar de déployer sa remarquable personnalité. Enfin Pierre Chenal a su faire preuve de puissance, cette forme de la violence et de la brutalité que l'on ne trouve plus guère au cinéma cette année, même dans les meilleurs films américains. Les éléments de la réalisation que toutes les contingences cinématographiques arrachent au contrôle de la mise en scène devaient sans doute s'imprégner d'une certaine lourdeur et même de quelque vulgarité, le découpage pouvait sembler assez lent et les rôles secondaires effacés, c'est la victoire de Chenal qu'il y ait des instants de grande intensité dramatique.

Ainsi la critique « absolue » ne doit peut-être pas donner à ce film une adhésion sans réserve, mais les lecteurs de Spartacus méritent de savoir qu'au nom d'une critique relative ils peuvent l'applaudir sincèrement. Je m'excuse d'avoir insisté sur cet aspect du film.

Louis CHAVANCE.

Ainsi la critique « absolue » ne doit peut-être pas donner à ce film une adhésion sans réserve, mais les lecteurs de Spartacus méritent de savoir qu'au nom d'une critique relative ils peuvent l'applaudir sincèrement. Je m'excuse d'avoir insisté sur cet aspect du film.

Louis CHAVANCE.

THÉÂTRE: A l'Atelier AUTOUR D'UNE MÈRE

Action Dramatique de Jean-Louis Barrault
d'après le roman de William Faulkner.
TANDIS QUE JAGONISE

Voici la plus étonnante expérience théâtrale à laquelle nous ayons jamais assisté. La conception d'un tel spectacle est si hasardeuse, chimérique, audacieuse, qu'elle dépasse l'imagination. Néanmoins elle touche dans sa réalisation des degrés surprenants de réussite. Imaginez un mimodrame parlé, un ballet sans musique, des chœurs sans paroles, une action sans drame. La plupart des conventions du théâtre sont renversées et remplacées par d'autres au caractère nettement incantatoire et magique. Quelle différence avec les lamentables trucages employés par Antonin Artaud, pour dresser un fantôme sénile de la cruauté (Les Cenci) et pour aboutir, au même résultat, car le cataleptique délire de Faulkner (qui me fatigue littérairement) apparaît ici dans toute sa violence « concrète ».

C'est un ballet admirable qui bénéficierait de tout le prestige de la danse sans perdre contact avec la réalité. Vous assistez dans des décors nus, exécutés par des mimes, au dressage d'un cheval, à la mort effroyable d'une vieille qui choisit par rancune de dépasser au moment où son fils est parti travailler malgré sa défense. Enfin tous les épisodes du roman américain. Citons parmi, l'étonnant passage, le naufrage du cercueil dans le gué, l'incendie, l'arrivée, des paysans à la ville, la chanson d'un enfant, acteur prestigieux.

L'auteur de ce spectacle, Jean-Louis Barrault, révèle une personnalité extraordinairement originale et puissante. Oui, c'est une révélation au sens fort de ce mot. Il est aidé dans sa tentative par des acteurs excellents et désintéressés parmi lesquels je cite (malheureusement presque au hasard) Mmes Genica Athanastasiou Arcadet, Dina German, Herlin, MM. Jean Dasté, Higonene, Michel François, Miltinis. L'enfant s'appelle Bébé Guy. N'oublions pas de dire que Barrault est aussi le meilleur de ces étonnants interprètes.

Louis CHAVANCE.

AU CHEVET DU CAPITALISME MALADE

LES GRANDS TRAVAUX

Parmi les docteurs qui se penchent sur le malade atteint de crise aiguë, il en est qui préconisent un remède héroïque : lui administrer un large plan de grands travaux. Leur argumentation est aussi péremptoire que convaincante. Pour mettre fin au chômage, il faut donner du travail aux chômeurs. On s'en doutait.

Après Marquet, Marcel Déat, qui ne pouvait en l'occurrence, rester en arrière, a déposé à la chambre des députés une proposition de résolution invitant le gouvernement à étudier le lancement d'un emprunt destiné à financer, par des prêts hypothécaires consentis aux propriétaires, des travaux de constructions nouvelles.

Excellente idée en soi : combattre le taudis (encore que l'expérience des H.B.M. ait, je pense, apporté quelques désillusions...) Malheureusement, nous sommes en régime capitaliste, et le « socialiste » Déat s'est soigneusement gardé de se placer au-delà du capitalisme. Son projet pourrait tout aussi bien être signé par le dernier des marins-géomètres ou le plus orthodoxe des tardiveurs. Or, la loi du capitalisme, c'est le profit. Un plan de travaux publics, quel qu'il soit, est donc soumis à cette nécessité inéluctable, en régime capitaliste : laisser espérer un profit ultérieur à ceux qui l'entreprennent ou le financent. S'il ne s'agissait que d'occuper les chômeurs, on pourrait évidemment construire des maisons, ouvrir des routes, défricher des landes, reboiser des forêts, voire fabriquer des machines, produire des objets de toutes sortes, et même déplacer des tas de cailloux sans but ni nécessité, le long des chemins. Mais qui paierait ?

Il y a par le monde d'immenses capitaux thésauroisés. Pourquoi ne sont-ils pas employés ? Simple parce que les investissements, du fait de la crise, du manque de débouchés, du rétrécissement du marché, n'assurent plus de bénéfices à ceux qui possèdent les capitaux. Ou si l'on veut, parce beaucoup d'entreprises ne sont plus rentables, ne donnent plus de profits. Il ne suffit pas que les « grands travaux » à la Déat ou à la Marquet soient d'utilité publique ; il est encore nécessaire qu'ils soient rentables. Là est l'écueil.

Qui paiera ?

Déat propose à l'Etat d'émettre un emprunt, et avec les sommes ainsi recueillies, de consentir des prêts aux propriétaires désireux de procéder à des travaux de réfection ou à des constructions neuves. Est-il certain que ce sont bien les capitaux qui manquent à ces propriétaires ? Et aurait-on attendu l'initiative du député néo et l'intervention de l'Etat pour entreprendre ces travaux, si les bailleurs de fonds, les Banques, les particuliers, avaient eu l'espoir de faire un placement fructueux ? Certainement pas. Il est très bien de construire des maisons, encore faut-il avoir l'assurance de les louer, et à un prix rémunérateur. Toute la question est là. Si les grands travaux ne sont pas assurés d'une rentabilité ultérieure, l'Etat qui en aura fait les frais devra aussi supporter la perte qu'ils représenteront. Qui est l'Etat ? Quand il s'agit de payer, l'Etat c'est tout le monde, c'est-à-dire, tous les contribuables, et en définitive, le prolétariat. Par le jeu de l'économie capitaliste, c'est lui qui, en fin de compte, paierait les pots cassés. De sorte que si les « grands travaux » par lesquels on prétend résorber le chômage ne laissent pas la perspective de « payer », il serait plus logique d'utiliser purement et simplement les sommes qu'on destine à leur financement, à verser des indemnités de chômage. Mais certains capitalistes intéressés aux grands travaux préfèrent ces derniers, même s'ils doivent ultérieurement retomber sur la collectivité sous forme d'impôts : c'est qu'ils comporteraient, en même temps que des salaires pour les chômeurs réembauchés, des dividendes et des dividendes pour certains industriels.

On voit par là le caractère absolument démagogique de tous les plans de grands travaux échafaudés soi-disant pour faire disparaître le chômage. Ils ne peuvent constituer, en régime capitaliste une opération saine que si, ultérieurement, la prospérité renaît ; dans ce cas, les grands travaux n'auraient été qu'une sorte d'hypothèque sur l'avenir. Mais en aucun cas, on ne peut, de bonne foi, les présenter comme un « moyen » de mettre fin à la crise et de provoquer une reprise de l'activité économique. Les grands travaux ne sont qu'un simple ballon d'oxygène. Dans l'hypothèse

où la crise se prolongerait, ils constitueraient, une fois terminés, une charge supplémentaire ajoutée au déficit budgétaire. Dans le cas d'une reprise de l'activité, due à des causes qui leur seraient fatalement étrangères, ils pourraient être alors amortis sans trop de dommages. Mais il n'y a pas d'autre alternative.

Les Prophètes du B.I.T.

Plus logique, malgré sa naïveté, serait la proposition émise récemment par le B.I.T. sous le titre « Une politique des travaux publics », le B.I.T. publie une étude où il préconise notamment : « l'organisation de travaux publics, à répartir dans le temps par le soin des autorités compétentes, de façon à en faire autant que possible « les éléments d'une économie de réserve mise en circuit pour compenser les défaillances de l'économie privée ». Il faudrait envisager dans chaque pays la constitution d'un fonds de travail alimenté pendant les périodes de prospérité et dont les ressources seraient utilisées, en temps de crise, pour le financement de travaux publics. »

Excellente idée, qui n'a rien de neuf, et qui vient un peu tard !... Les prophètes du B.I.T. voient loin ! Ils travaillent de toute évidence pour l'avenir. Il faudra songer à leurs conseils, quand la prospérité sera revenue. On gardera alors une poire pour la soif, sous la forme de capitaux thésauroisés tout exprès pour faire marcher le commerce et l'industrie quand la crise sera revenue. Il y eût ainsi une certaine fourmi qui préchaît une certaine cigale. Grâce soient rendues au B.I.T. de nous rappeler qu'il faut agir comme la fourmi, et non pas comme la cigale. Et les Sages de conclure : « A côté des travaux urgents dont on ne peut différer l'exécution, il en est une masse d'autres qu'on peut réserver ». Et voilà ! (1)

Nous ne ferons pas à nos lecteurs l'injure de leur exposer les arguments qui se présentent immédiatement à l'esprit pour réfuter de telles énormités. Les gens du B.I.T. semblent ignorer le capitalisme et ses lois. La naïveté désarmante dont

font preuve tous ces raccommodeurs de porcelaine cassée indique bien le désarroi de ceux qui ne peuvent concevoir une autre économie que l'économie capitaliste, et qui se torturent les méninges pour trouver une solution à un problème insoluble. A l'inverse des Marquets et des Déats, les économistes du B.I.T. proposent, non d'hypothéquer l'avenir — et c'est en cela qu'ils se montrent plus prudents — mais de pratiquer une politique d'économie, de freiner la prospérité pour répartir en quelque sorte ses effets sur les périodes creuses, ou si l'on veut, d'uniformiser, de régulariser le cours de l'économie. Comme celles de leurs collègues les docteurs ès-crise, leurs solutions présupposent chez eux la foi inébranlable en la pérennité du système capitaliste.

Tous ces remèdes qui ont pour but de faire apparaître les capitaux thésauroisés pourraient évidemment, s'ils étaient possibles dans une large mesure, jouer un rôle de calmant, soulager passagèrement le malade capitalisme et la misère ouvrière. Mais après ? S'il ne s'agit que de consommer les capitaux thésauroisés, l'expropriation serait bien plus efficace. Car tant que subsistera le régime bourgeois aucun capitaliste ne donnera de gaieté de cœur ses capitaux pour être purement et simplement consommés. Il ne les mettra en circulation que s'il a la certitude de les faire fructifier. Et quand il a cette certitude, il n'attend ni les conseils du B.I.T., ni les plans des évadés de la S.F.I.O. Il les emploie alors, et ce n'est pas spécialement dans l'intention de soulager la misère ouvrière, mais bien de les augmenter en exploitant le travail salarié.

Jacques PERDU.

(1) A rapprocher de l'exemple du gouvernement allemand, qui, avant la guerre, répartissait en période de crise, des commandes d'armements à ses industriels. (Cf. Hauser, Méthodes allemandes d'expansion économique, Paris 1915). Mais, 1^o, c'était l'intérêt du gouvernement de profiter des bas prix de ces périodes. 2^o il s'agissait de travaux limités, pour lesquels des sommes avaient été prévues, ou devraient l'être plus tard. C'était bien, somme toute, l'application du « système B.I.T. mais limité à une branche bien déterminée, et dans une période où la ligne générale de l'économie était ascendante. Il ne paraît pas que le résultat en ait été un soulagement bien sensible pour l'économie allemande. L'Etat cherchait probablement davantage son intérêt qu'il ne poursuivait le but d'atténuer le chômage.

J. LEBAS: Tâches et

Par les placards de publicité parus dans Le Populaire et dans Le Cri des Jeunes, nous avons appris la publication de cette brochure, reproduction d'une conférence faite par Lebas aux J.S. du Nord le 27 janvier 1935. Lebas a développé la conception de la majorité du dernier Congrès national, en ce qui concerne le caractère mixte de notre organisation de J.S. C'est parfaitement son droit comme c'était le droit de nos camarades du Nord de lui demander de faire son exposé.

Cependant, on peut s'étonner que l'appui officiel de l'organe national des J.S. qui édite la conférence et de celui du Populaire — publicité et compte-rendu élogieux de J.-B. Séverac — soit accordé à une brochure dont le contenu est manifestement dirigé contre un certain nombre de nos camarades, ceux qui représentent la tendance autonomiste. Alors qu'il est matériellement impossible d'éditer les causeries de la Commission nationale de Documentation, les conférences d'Itard, faites à la Semaine d'Etudes de St-Nazaire dont la parution faciliterait autrement l'éducation des J.S., Le Cri des Jeunes a pu sortir une brochure de tendance, une brochure de polémique.

Etudions plutôt le contenu de la brochure et nous constaterons que loin de servir nos camarades majoritaires, elle va plutôt à l'encontre du but poursuivi et donnera des armes aux militants J.S. qui veulent fortifier dans notre mouvement la gauche révolutionnaire.

Tout d'abord, Lebas tente une esquisse d'un programme de la Jeunesse Ouvrière, dont les principaux points sont ceux du Statut économique de la Jeunesse, élaboré pour Nîmes, l'an passé et qui, lui aussi, n'a pu être diffusé pour des raisons matérielles. Lebas insiste sur la nécessité du vote de la loi instituant la semaine de quarante heures. A l'appui de son argumentation, il cite l'exemple de l'Italie qui « n'a pas reculé devant l'application de cette revendication ouvrière » et de certaines entreprises capitalistes. L'Italie fasciste et ses pa-

trons auraient ainsi obéi aux ouvriers ! Le camarade Lebas sait-il qu'en Italie, la loi est appliquée avec diminution des salaires et que par conséquent, tout en permettant de réemployer quelques chômeurs, elle ne fait que répartir la misère générale ? Point n'est besoin d'insister ici, puisqu'un de nos amis en a déjà parlé, à propos d'un article de Paul Faure qui lui aussi invoquait l'exemple de l'Italie. Nos propagandistes, lorsqu'ils réclameront la semaine de quarante heures ne s'inspireront donc pas du discours de Lebas, ils revendiqueront le maintien intégral du salaire.

En ce qui concerne le militarisme, rien de précis : l'appel sentimental contre la guerre.

Puis Lebas fait l'éloge de l'organisation mixte des J.S., adultes et jeunes collaborant à tous les échelons. « Voyez-vous, dit-il, quoi ! Vous êtes déjà, en France, plus de 11.000. Votre organe est vendu à 13.000 exemplaires. Ça marche bien ! Continuons ! » Lebas s'estime satisfait. Alors que la crise fait de plus en plus de victimes, que les jeunes libérés du service militaire ne trouvent pas de travail, que le capitalisme les appelle à la chaîne boucherie, un membre très influent du parti trouve que 2.000 adhérents de plus qu'il y a quatre ans, cela constitue un progrès dont il faut être fier.

Il indique ensuite les devoirs du parti vis-à-vis des adultes. Souhaitons — sans trop d'espoir — que certaines fédérations constitueront des Ententes de J.S. au lieu de laisser leurs élus patronner des sections de Jeunesses Laïques et Républicaines.

L'AUTONOMIE

Enfin, vient le gros morceau, l'autonomie Le chapitre est intitulé : « L'autonomie — Ses dangers. »

Nous ne sommes pas autonomistes, à Spartacus. Au contraire, nous voulons des liaisons plus étroites avec les adultes. Nous sommes d'autant mieux placés pour dire que les arguments de Lebas ne

En temps d'anarchie, tout Citoyen est
Magistrat - Charles MAURRAS

Sus au fascisme noir !

Le fascisme français sera jésuite où il ne sera pas ! Car comme derrière le colonel comte Casimir de la Roche, on retrouve à nouveau derrière les J.P. l'armée noire de l'oscurantisme des confessionnaires.

Les Jeunesses Patriotes s'affirment de plus en plus et jusqu'au bout pour une politique de redressement national.

Et elles ont raison.

Car il faut l'avouer en ce temps de misère tout fléchit. L'économique, le politique, tout flanche, tout s'effondre. Les scandales succèdent aux scandales, la magistrature au lieu d'être assise et debout est de plus en plus couchée, à plat ventre devant les maîtres du régime.

La police est corrompue au point de donner l'illusion que tous les flics veulent faire partie de la « brigade des mœurs ».

Et avec ça les partis politiques manquent de cran, d'audace, d'énergie. Il n'y a plus d'hommes qui en ont là où ils devraient en avoir.

C'est triste comme du Jules Romains et bête comme du Jean Renaud.

C'est alors qu'au fond de l'horizon politique une lueur paraît. On se dit : « Il va y avoir une éclaircie, le soleil va poindre ! » Hélas ! ce n'est pas un soleil mais une lune.

Ce n'est pas Phébus c'est Taittinger.

Ainsi va la vie.

On ne peut tout de même pas, sous peine d'affirmer une évidente mauvaise foi que jeunesses patriotes n'ont rien fait.

Elle ont depuis quelques mois, nommé une commission ouvrière centrale ; établi une *Charte sociale du Travail*, imprimé des brochures, gâché en noir sur blanc des tonnes de papier, journaux, tracts, revues, brochures et tout et tout.

Tout cela pour faire comprendre au français moyen et même à ceux qui se trouvent au-dessous de cette moyenne que M. Taittinger est un grand homme, que la France restera toujours la France et que les Jeunesses Patriotes quand elles seront au pouvoir nous donneront une de ces vies de roi qu'on ne vous dit que ça.

Et ça ne rend pas, malgré tout.

Les gars des usines, des chantiers, de la mine, regardent toujours avec méfiance les propagandistes-aux-mains-blanches qui viennent leur dire : « Je vous apporte le bonheur ! » On leur a « fait le coup » trop souvent pour qu'ils marchent encore. Cela ne prend plus guère.

Alors on assiste à une nouvelle manœuvre qui se déroule depuis plusieurs semaines.

On voit comme par hasard dans les réunions d'organisations de jeunes de nouvelles têtes.

A côté de membres des jeunesses communistes, de radicaux d'Amsterdam-Pleyel, et autres groupements vaguement gauche, viennent s'asseoir des membres des jeunesses patriotes ou de cercles de jeunes chrétiens liés également avec les jeunes patriotes.

Cela s'est passé dans le II^e dans le XX^e, dans le VII^e encore récemment et dans quelques coins de province.

Et certains jeunes — les communistes — croyant voir là un heureux résultat de leur propagande pour conquérir la jeunesse, aux méthodes révolutionnaires ont crié « bravo ! »

Ils n'ont pas compris — ces jeunes — que dans l'histoire, c'est ceux qui se faisaient manœuvrer.

De leurs contacts avec le mouvement ouvrier jeune, les J.P. retirent une connaissance plus grande de la vie de la jeunesse ouvrière, de sa soif de nouveau, de ses revendications. Ils voient là, où est leur point faible. Ils n'avaient jusqu'ici jamais pu toucher les jeunes ouvriers, les vrais, ceux chez

qui vit le désir de vivre, d'aimer, de s'épanouir. La propagande J.P. ne touchait les jeunes qu'au sortir des confessionnaires, des patronages religieux. Après un court contact avec le mouvement ouvrier jeune, elle pourra, aguerrie, toucher les usines, les mines, et les tous les lieux où des adolescents souffrent et s'étiolent.

Il y a pourtant autre chose à faire qu'à collaborer avec les J.P.

Ils ne sont forts que là où nous ne faisons rien pour les abattre et pour les démasquer.

Ce qu'il faut, c'est aller à la jeunesse et lui dire : Voilà ce que sont ces organisations de jeunes ; des groupements au service des seigneurs, des banquiers, de l'église.

Il faut rappeler que la dernière grosse réunion des Jeunesses Patriotes qui s'est tenue à Metz le 10 mars dernier était présidée par le sénateur marchand de canons Guy de Wendel.

Il faut dire aux jeunes travailleurs, de la ville et des champs, que parmi ceux qui au bureau applaudissaient Taittinger se trouvaient la comtesse de Bertier de Sauvigny, l'abbé Heckmann, directeur de l'Écho de Thionville, le lieutenant-colonel Nadaud, président des Scouts de France, les représentants des *Frères des Ecoles chrétiennes et des Pères de Cuvry*. Enfin, M. Boiteux, le président de l'Action Catholique, qui est comme on le sait, l'organisme dirigeant le travail d'empoisonnement religieux des cerveaux de jeunes.

Il faut, comme le disait dans un des derniers numéros de *Spartacus*, notre camarade Pomet, à propos des Croix de feu, sonner avec force le rassemblement :

« Hommes et femmes, à quelque parti à quelque tendance que vous apparteniez, de quelque doctrine que vous vous réclamiez, pour peu que vous ayez au cœur l'instinct de liberté, de travail libre, d'étude libre, de vie digne, le moindre vestige d'espoir et de raison, tous unis, tous debout contre l'ennemi, contre l'Armée Noire des confessionnaires et des bûchers, de l'ignorantisme et de l'esclavage, contre les Jésuites de tout poil, contre la cagoule d'ignominie... »

L'Armée Noire, profitant des heures difficiles du Pays, ne cache même plus son ambition de vous arracher tout le mince bénéfice de « Six cents ans de lutte pour la vie »

Aux fourches, tous, et sus à la Bête ! »

HENAVENT.

SPARTACUS

DIRECTEUR : RENE LEFEUVRE

Abonnement : 10 N° 20 N°

France et Colonies. . . . 10 frs 20 frs.

Autres pays 13 frs 26 frs.

23, rue Mouffetard, Paris (5^e).

Les abonnements à 20 numéros donnent droit à un livre prime à choisir parmi les suivants :

LE MATERIALISME MILITANT, Plekhanov ;

LES HOMMES DU 19^e RUSSE, Matveev ;

LENINE A PARIS, Aline ;

COPAINS, Ghpilewski ;

PARADIS AMERICAIN, Egon Erwin Kisch ;

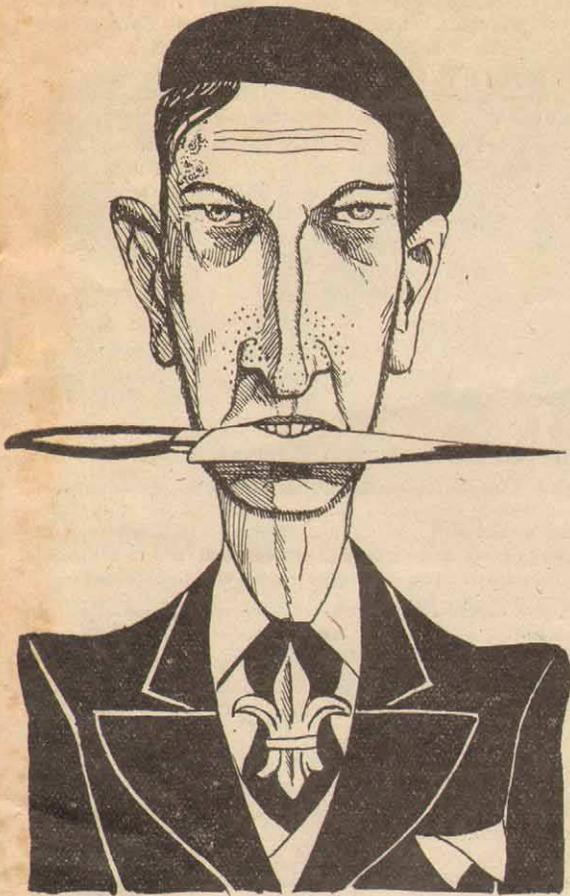
VICTOR CONSIDERANT, Maurice Dommanget ;

UN NOTAIRE ESPAGNOL EN RUSSIE, Diego Hidalgo ;

LA NUIT, Marcel Martinet.

PAGES CHOISIES DE LENINE.

OU VA LA RUSSIE, Giboud Ribaud, préf. de Barbusse.



Magistrat - Série A. F. 1935

organisation des J.S.

valent rien. Il cite l'exemple du cartel de la Jeunesse constitué par les J.P. et les J.C., notamment, en reconnaissant que les J.S. n'ont pas accepté, pour affirmer que « le danger de l'autonomie, c'est qu'à de pareilles invitations, la jeunesse ouvrière, laissée à elle-même, sans guides, puisse répondre par-ci, par-là. »

Disons simplement que dans le 2^e arrondissement les jeunes n'ont pris conseil que d'eux-mêmes pour dénoncer le cartel honteux. Ils ont ainsi acquis ou élevé le sens de leur responsabilité. On aimerait que les adultes puissent toujours en dire autant !

Laissons le soin aux trotskystes de défendre l'autonomie. Les jeunes socialistes du groupe *Spartacus* n'en veulent pas. Ils savent par expérience que la lutte pour le pouvoir ne peut se faire qu'avec l'ensemble des travailleurs adultes et jeunes. Les trotskystes espèrent pouvoir, avec une jeunesse socialiste indépendante du parti, mieux noyauter notre organisation et opposer un nouveau Parti de jeunes au Parti actuel.

Notre devoir, est de travailler au contraire au développement de l'unité politique de la classe ouvrière. Les circonstances sont telles que la J.C. et le P. C. ne sont plus des organisations révolutionnaires. Nous pensons que le pôle révolutionnaire réside maintenant dans les éléments de gauche du Parti socialiste.

Il faut tout faire pour renforcer ces éléments de gauche. Séparer les jeunes des adultes serait amoindrir ce pôle révolutionnaire. Ce serait consacrer une nouvelle scission.

La brochure de Lebas n'ouvre ainsi aucune perspective révolutionnaire. Nous sommes toujours dans l'attentisme. Un seul mot d'ordre : « Ecoutez les conseils de vos aînés ! » La chose est plutôt comique après le vote par Lebas et ses collègues des accords de Rome et leur abstention sur la défense passive. L'appui du camarade Lebas aux majoritaires ne donnera pas, disons-nous plus haut, les résultats que les bonzes espèrent. Les yeux se déssilleront. Les J. S. comprendront qu'il faut agir et ils agiront avec nous.

André CERF,

(20^e Section adultes et 20^e J.S.)

Le Pacte Franco-Russe et les Intellectuels

Nos camarades ne liront pas sans intérêt la Déclaration des intellectuels anti-fascistes.

Deux points importants ont attiré l'attention de ses rédacteurs :

1° NE PAS ROMPRE L'UNITE ANTI-FASCISTE.

Le Comité de vigilance des intellectuels est par sa structure même une organisation de front unique. Des personnalités de toute opinion, radicaux, pacifistes, socialistes et communistes adhèrent au comité. Si des divergences s'élevaient dans ses rangs, le premier devoir du comité est de trouver un terrain d'entente entre ses membres. Il faut avouer qu'à propos de la déclaration de Staline, la tâche n'était pas facile. Le Comité se réfugie donc dans une abstention que nos adversaires ne pourront transformer en une approbation si timide soit-elle.

2° MAINTENIR LA POSITION PRISE ANTERIEUREMENT PAR LE COMITE SUR LES RAPPORTS FRANCO-ALLEMANDS.

Cette position, elle est très claire : dans la guerre qui vient, il n'y a pas de responsabilité unilatérale. Il se peut qu'Hitler déclenche la guerre, mais LA CAUSE PRINCIPALE de la guerre réside dans le statut européen issu du traité de Versailles. La France en refusant de désarmer, et aujourd'hui en méprisant les quelques velléités pacifistes de Hitler, en portera elle aussi une grande part de responsabilité. Aussi le Comité dénonce-t-il l'historie chauvine qui en fait s'étend de l'Echo de Paris à l'Humanité.

En luttant contre le mensonge tricolore allié à la duperie staliniste, le Comité fait un acte courageux qui est dans la ligne de sa jeune tradition.

Des camarades socialistes ou communistes peuvent regretter que la déclaration reste sur un terrain pacifiste bourgeois, dans une appa-

rence de confiance aux gouvernements capitalistes. Rien ne serait plus faux de le croire. Les intellectuels anti-fascistes de 1935 ne sont pas les intellectuels patriotes de 1914. Dans leur manifeste intitulé « NEGOCIEZ UNE PAIX VÉRITABLE », après avoir unis les gouvernements dans l'obligation de réaliser leurs promesses pacifistes, ils écrivent : « Nous intellectuels, déclarons que, si la politique d'armements et d'excitations nationales provoque à nouveau la guerre, nous refusons à nos dirigeants, contrairement à ce que tant d'entre nous ont fait en 1914, l'appui de notre plume et de notre pensée.

AVEC CEUX QUI N'AURAIENT PAS SU EVITER UNE GUERRE QU'AUJOURD'HUI NOUS DECLARONS INEVITABLE, NOUS NE CONSENTIRONS A AUCUNE UNION SACREE.

La cause est entendue : les intellectuels anti-fascistes ne « marchent pas » dans la prétendue défense de la paix sous la protection des baïonnettes franco-soviétiques. Michel COLLINET

La déclaration des Intellectuels anti-fascistes

Trois événements nous obligent à préciser notre attitude en matière internationale : la déclaration de Staline, le Pacte Franco-Soviétique, le discours de Hitler.

I. — LA DECLARATION DE STALINE.

Le Comité se refuse d'entrer dans aucune polémique au sujet de la déclaration de Staline.

Le Comité reste fidèle aux principes affirmés par ses manifestes antérieurs. Il n'entend modifier ni son attitude, ni sa propagande contre la guerre et contre la militarisation du pays. Il ne revient pas sur sa condamnation des injustices du Traité de Versailles, générateur de surarmement, de fascisme et de guerre.

II. — LE PACTE FRANCO-SOVIETIQUE.

Le Comité constate que le Pacte franco-soviétique fait échec aux projets toujours redoutables d'accords européens excluant l'U.R.S.S. ; mais il demande que ce pacte serve de préface aux négociations générales, auxquelles il est indispensable d'amener l'Allemagne à participer.

Sans de telles négociations, sans le désarmement et l'organisation de la paix, qui doivent être poursuivis par elles, le Pacte Franco-Soviétique n'empêcherait ni la course aux armements, ni la guerre.

Le Comité affirme donc qu'aujourd'hui comme hier, la paix exige :

Des négociations publiques ;

Des négociations où toutes les nations soient traitées sur pied d'égalité ;

Des négociations conformes à la volonté pacifique des peuples que les fascismes peuvent tromper, mais non braver.

III. — LE DISCOURS DE HITLER.

Le Comité constate qu'Hitler vient de formuler des offres concrètes de limitation et de réduction des armements, et qu'il a déclaré : « L'Allemagne accepte en outre, toute convention internationale de limitation ou de suppression des armements ».

Le Comité demande — et il invite tous les anti-fascistes à réclamer d'urgence — que Hitler soit pris au mot, face à son peuple.

Ce serait trahir la paix et mettre aux mains de Hitler une arme de plus, que d'écarter ou d'ignorer de telles propositions.

Enfin, le Comité réprovoque toute campagne d'excitation et de panique, toute campagne propre à créer dans les masses la psychose de guerre. Une telle campagne d'autant moins justifiable que le pacte franco-soviétique est conclu, ne pourrait que frayer la route aux fascistes français, leur permettre de militariser la nation, enfin les porter au pouvoir.

LA RÉPRESSION ANTI-PROLÉTARIENNE EN RUSSIE

Un Appel à l'opinion révolutionnaire mondiale

Nous avons reçu, avec prière d'insérer, l'appel suivant :

Tandis que la répression contre les éléments révolutionnaires dans les pays capitalistes et fascistes provoque de légitimes protestations de l'opinion prolétarienne, on paraît ignorer le martyre des révolutionnaires russes. Devant la vague de répression sans cesse grandissante en Russie qui s'acharne particulièrement sur des militants dont la sincérité révolutionnaire et le désintéressement sont incontestables, un Comité International contre la répression anti-prolétarienne en Russie s'est constitué (1). Il entend dénoncer au monde révolutionnaire International des actes odieux d'un gouvernement dictatorial qui, au mépris de l'esprit de la révolution d'octobre, se maintient au pouvoir en exerçant la terreur policière.

Cette terreur, loin de défendre un régime socialiste, sert au contraire à prévenir l'explosion protestataire légitime d'un peuple contre la détresse matérielle et le despotisme.

Profitant d'un acte individuel dont fut victime Kirov, le gouvernement russe accentue violemment la répression : Selon les communiqués officiels russes, moins de 48 heures après la mort de Kirov, plus d'une centaine de personnes étaient fusillées, sans qu'évidemment une instruction sérieuse ait pu être matériellement menée. On constate que cette répression n'atteint guère les derniers représentants de la bourgeoisie et de l'aristocratie russes, mais qu'elle frappe surtout les éléments restés réellement fidèles à la révolution.

Parmi les milliers de nouvelles victimes, socialistes de gauche, oppositionnels communistes, anarchistes, se trouvent entre autres :

Sandomirski, ancien militant anarchiste, bagnard politique sous le tzarisme, ferme soutien de la politique bolcheviste au temps où elle avait encore quelque souci de représenter la révolution socialiste.

Novomirski, également prisonnier politique sous le tzarisme, brillant publiciste, consacrant le meilleur de son talent à la « Grande Encyclopédie Soviétique », et dont le seul crime consiste à ne pas renier ses convictions libertaires.

Askarov, prisonnier politique sous le tzarisme, comme les précédents, qui prit une part particulièrement active à la révolution d'Octobre et connu déjà à plusieurs reprises les rigueurs de la répression gouvernementale.

Fait plus grave encore : au pays où soi-disant s'édifie le socialisme et qui fut si souvent présenté comme la patrie des travailleurs du monde, le gouvernement n'hésite pas à étendre les persécutions aux réfugiés politiques étrangers ayant eu le malheur de croire au droit d'asile qui leur était offert. La réaction frappe implacablement ces militants, sans égard pour leur irréprochable passé révolutionnaire.

Citons dans le nombre :

Gaggi, militant anarchiste italien du bassin minier du Val-d'Arno, réfugié en Russie depuis treize ans pour échapper à une condamnation de trente ans de prison en Italie fasciste. Il est séquestré depuis le 4 janvier dans les geôles russes.

Calligaris, communiste oppositionnel qui a subi de nombreuses condamnations en Italie. Réfugié en Russie après trois ans de déportation aux îles, le voici cette fois dans les cachots du Guépéou.

Merini, ex-représentant des Jeunesses Communistes au Comintern, ayant subi la prison et la déportation pour son activité illégale en Italie. Il reprend son calvaire de prisonnier au pays où ses camarades de parti sont au pouvoir.

Tous ces camarades — comme des centaines d'autres — sont arrêtés et emprisonnés sans qu'il

soit possible d'avoir le moindre éclaircissement sur leur sort et sur l'inculpation dressée contre eux. Eux-mêmes sont dans l'impossibilité de faire valoir la moindre défense, étant donné que leur destin dépend uniquement de la décision sans appel des fonctionnaires du Guépéou, statuant sans entendre ni plaider ni témoigner.

Etant donné la rigueur du renouveau de la répression, on est en droit de se demander ce que vont devenir ceux qui depuis longtemps sont la proie de la pseudo-justice gouvernementale. Elle ne manquera certes d'exercer sur eux des représailles cruelles. Que va devenir Petrini, le rebelle anarchiste d'Ancone, exilé à Astrakan ? Que va devenir l'écrivain prolétarien Victor Serge, déporté dans les steppes neigeuses d'Orenbourg ?

Vous tous qui partagez notre anxiété, joignez-vous à notre action pour proclamer : non seulement la liberté des victimes actuelles, mais encore empêcher à jamais le renouvellement de pareilles exactions en revendiquant :

1° L'abolition des condamnations administratives (c'est-à-dire sans aucune garantie de défense).

2° L'amnistie générale pour tous les révolutionnaires emprisonnés.

3° La liberté pour ceux-ci, nationaux ou étrangers, de quitter le territoire russe.

En déclenchant une telle campagne, les signataires ne se dissimulent pas qu'elle provoquera de graves dissensions au sein du mouvement révolutionnaire. Nous sommes obligés d'aller au-devant de cette situation, ne pouvant abandonner de dignes camarades dont nous sommes solidaires, et nous en rejetons toute la responsabilité sur le gouvernement russe.

C'est pourquoi nous vous demandons :

Appuyez notre action !

Apportez-nous votre aide effective !

(1) Adresse du Comité : maison des Artistes, Grande-Place, Bruxelles (Belgique).